



# Rapport *Nouveaux fronts* 2015

## **Qatar: profits et pertes**

Ce que coûte l'esclavage moderne au Qatar:  
quel prix à payer pour la liberté?



Confédération syndicale internationale

# Table des matières

Avant-propos .....	3
1. Bilan du Qatar: qui paie le prix de l'esclavage moderne au Qatar? .....	5
2. Du côté des profits: combien coûte la Coupe du monde de la FIFA de 2022 au Qatar? .....	7
3. Qui construit le Qatar? Les entreprises qui participent à l'essor phénoménal du secteur de la construction .....	12
4. Du côté des pertes: combien de travailleurs meurent actuellement au Qatar? .....	22
5. Les entreprises et l'État de droit .....	28
6. Témoignages recueillis par la CSI en 2015 .....	32
Notes .....	37





▲ Photo: Benjamin Crowe

Rapport «Nouveaux fronts» de la CSI 2015

# Ce que coûte l'esclavage moderne au Qatar: quel prix à payer pour la liberté?

Le prix à payer pour exercer une activité commerciale dans l'État esclavagiste du Qatar, c'est de priver 1,8 millions de travailleurs/euses migrants des libertés et des droits fondamentaux; pour les entreprises, le prix à payer est la corruption.

Quand une entreprise tire ses bénéfices du travail servile, elle accepte la dévalorisation de l'humanité.

Aucun directeur général ne présiderait un modèle commercial qui asservit ses propres fils et filles. Exercer une activité au Qatar implique d'accepter le système de la *ka-fala*, qui est contraire aux libertés et aux droits qu'offrent les nations démocratiques dans lesquelles se trouve le siège social des entreprises présentes au Qatar.

Tout directeur général qui travaille au Qatar est conscient du fait que les bénéfices de son entreprise sont issus des faibles salaires – qui découlent souvent d'un système racial discriminatoire – et que ces bénéfices mettent en péril la sécurité, avec pour conséquence indéfendable des accidents, des maladies et des décès au travail.

“ Les entreprises locales et étrangères devraient réaliser des bénéfices de l'ordre de 15 milliards USD grâce à la construction des infrastructures au Qatar, avec une marge bénéficiaire moyenne de 7,5 %.”

Les entreprises de construction qui prennent la responsabilité, dans d'autres pays, d'offrir à leurs ouvriers un hébergement propre et des denrées alimentaires correctes, ne le font pas au Qatar.

Les chaînes d'hôtel que la loi oblige, dans d'autres pays, à garantir un nombre minimum d'heures de repos et un tarif horaire plus élevé pour les heures supplémentaires, souvent, ne le font pas au Qatar.

Les chaînes de détail qui, dans d'autres pays, respectent les lois en payant les travailleurs à temps et en leur versant le salaire convenu, ne le font souvent pas au Qatar.

Et les universités «occidentales», dont la liberté intellectuelle est la pierre angulaire de la valeur de leur enseignement, ne parlent pas de l'esclavage sur leurs campus.

Le système de respect des règles concernant les entreprises et les personnes prises au piège au Qatar est à la fois inopérant, ouvert à l'ingérence politique et à l'influence des entreprises.

Les entreprises réclament à cor et à cri des licences pour s'installer au Qatar dans ces conditions, et réduisent en esclavage les fils et les filles d'autres humains.

Nous exigeons que les entreprises traitent les travailleurs du Qatar de la même manière qu'elles les traiteraient dans leur propre pays.

Et nous exigeons que le gouvernement du Qatar harmonise ses lois avec les normes internationales en mettant en place au plus vite:

- la réforme du système de la *kafala*, à commencer par la suppression du visa de sortie;
- la représentation des travailleurs, pour leur permettre de s'exprimer collectivement par l'intermédiaire de représentant(e)s élus et de comités sur le lieu de travail;
- des contrats de travail signés directement avec l'employeur ou avec de grandes entreprises de recrutement dignes de confiance;
- un salaire minimum national et des droits de négociation collective pour tous les travailleurs;
- un mécanisme de réclamation contre l'entreprise, y compris les prestataires extérieurs, et un tribunal du travail indépendant.

Quel prix les entreprises vont-elles donner à la liberté des travailleurs au Qatar?

**Sharan Burrow**

Secrétaire générale

Confédération syndicale internationale

“ Les dirigeants politiques et commerciaux du Qatar sont déterminés à poursuivre leurs constructions de luxe en recourant à un modèle basé sur l'esclavage moderne, qui prive les individus de leurs droits humains et du travail tout en institutionnalisant les mauvais traitements, les salaires de misère, les conditions de travail extrêmes et les conditions d'hygiène déplorables. Le Qatar est une prison à ciel ouvert et ses dirigeants ne veulent rien changer. ”



▲ Photo: Benjamin Crowe

# 1. Bilan du Qatar: qui paie le prix de l'esclavage moderne au Qatar?

Dans le système de la *kafala* appliqué au Qatar, les travailleurs/euses migrants sont sous le contrôle d'une autre personne, qui les «parraine». Ces travailleurs:

- n'ont pas le droit de quitter le pays ou de travailler pour une autre entreprise sans l'accord de leur employeur;
- n'ont pas le droit de liberté syndicale;
- n'ont pas le droit d'emprunter de l'argent à une banque ni d'obtenir un permis de conduire sans l'accord de leur employeur.

La CSI a publié son rapport spécial sur le Qatar en mars 2014, intitulé *Le Qatar: un cas difficile à défendre*, et rien n'a changé pour les personnes qui travaillent au Qatar.

Le gouvernement a promis des logements décentes pour 3,9 % de travailleurs migrants au Qatar, sur la base de la main-d'œuvre actuelle<sup>i</sup>.

Le nombre de travailleurs migrants au Qatar atteindra probablement son niveau le plus élevé en 2017, soit cinq ans avant le coup d'envoi de la Coupe du monde de 2022.

Le gouvernement n'a pas modifié les droits du travail, ni cherché à les harmoniser avec les normes internationales, et refuse de signer le protocole de l'OIT sur le travail forcé.

La nouvelle loi sur le travail qui avait été promise entrera seulement en vigueur en 2017 et ajoute un nouveau degré de répression pour les travailleurs migrants.

## Débat sur la loi sur le travail au Qatar

*«Si un travailleur expatrié cause délibérément des problèmes à son employeur et ne respecte pas son contrat, dans le but d'obliger son employeur à résilier le contrat ou à transférer son parrainage à un autre employeur, il n'est pas autorisé à changer d'emploi, même s'il s'enfuit.*

*Au contraire, en dédommagement, il est obligé de travailler pour son employeur deux fois plus longtemps que la durée spécifiée dans son contrat.*

*Le président du Conseil de la choura, Mohammed bin Mubarak Al Khulaifi, a conclu la discussion sur le projet de loi relatif au parrainage en précisant qu'il n'y avait pas d'urgence pour adopter cette loi, a écrit le journal Al Sharq»<sup>ii</sup> en juin 2015.*



Jusqu'à présent, 1993 travailleurs originaires des seuls Inde et Népal<sup>iii</sup> ont perdu la vie au Qatar.

Le système de la *kafala* est toujours en vigueur.

Une gestion électronique des salaires ne remplace pas la liberté, pas plus qu'elle ne garantit le paiement des salaires.

Les travailleurs/euses domestiques n'ont pas de droits ni de protection.

Le gouvernement du Qatar a déjà payé des journalistes pour venir assister aux visites de propagande organisées dans le pays, mais il a fait arrêter ceux qui essayaient d'enquêter sur le côté obscur de l'esclavage.

Le gouvernement du Qatar est manifestement plus déterminé à payer une campagne de propagande qu'à améliorer les droits humains.

Le comble de l'horreur, c'est que les gouvernements du monde entier restent muets. Ils acceptent l'argent du Qatar, envoient des responsables politiques expérimentés à la tête des missions diplomatiques et commerciales, mais ils ne demandent pas – et exigent encore moins – le respect des libertés et des droits fondamentaux.

### Recommandations aux entreprises qui exercent une activité commerciale au Qatar

Pour pratiquer une activité commerciale dans le respect du travail décent, il suffit de prendre les mesures suivantes:

**Mettre fin au visa de sortie et au certificat de non-objection:** Les entreprises doivent fournir des visas de sortie immédiatement et sans conditions et autoriser les travailleurs à changer d'emploi.

**Laisser les travailleurs s'exprimer collectivement pour faire part de mauvais traitements ou négocier avec leur employeur:** Les entreprises multinationales doivent reconnaître les représentants des travailleurs élus et négocier avec eux. La garantie de la parole collective est le principe fondamental du droit de liberté syndicale. La grande majorité des gouvernements à travers le monde ont ratifié les conventions fondamentales de l'OIT et protègent le droit de liberté syndicale et de négociation collective. De même, les entreprises multinationales des pays de l'OCDE qui investissent à l'étranger respectent la liberté syndicale dans le droit et dans la pratique.

**Fixer un taux de salaire minimum unique pour tous les migrants:** Le système actuel favorise la discrimination, dans la mesure où certains travailleurs sont moins payés que d'autres, à travail égal, du seul fait de leur nationalité. Le Qatar étant l'un des pays les plus riches du monde<sup>iv</sup>, il peut se permettre de payer des salaires décents, au lieu du salaire de misère que perçoivent une grande majorité des travailleurs migrants.

**En l'absence de services gouvernementaux efficaces en matière d'inspection du travail et de tribunal du travail, les entreprises devraient assurer, de manière juste et efficace, l'inspection du travail, le respect de la loi et le règlement des différends pour leurs activités et celles de leurs sous-traitants:** le respect de la loi est indispensable pour que les travailleurs puissent compter sur un règlement rapide et équitable des différends sur les salaires, la sécurité et les conditions de travail.



▲ Photo: Benjamin Crowe

## 2. Du côté des profits: combien coûte la Coupe du monde de la FIFA de 2022 au Qatar?

### Ce que rapporte la Coupe du monde du Qatar

Étant donné que 70 % des recettes du gouvernement du Qatar sont issues du gaz et du pétrole<sup>v</sup>, la famille au pouvoir mise énormément sur l'organisation de manifestations sportives de grande ampleur pour diversifier son économie et créer sa stratégie de «puissance douce» dans les affaires au niveau mondial. L'épicentre de cette stratégie est précisément la Coupe du monde de la FIFA de 2022, et cette échéance de 2022 domine tout le programme des infrastructures du Qatar.

Comme toute manifestation sportive moderne sur la scène internationale, l'organisation de la Coupe du monde de 2022 crée au Qatar un environnement dans lequel des milliards de dollars changeront de mains pour construire les infrastructures dont l'État a besoin.

Les grandes entreprises de construction et de logistique sont les principaux bénéficiaires des investissements massifs réalisés pour accueillir les fans du football international qui viendront dans l'État du Golfe au moment du tournoi.

Il est difficile de déterminer les dépenses actuelles exactes, compte tenu de la réévaluation et de l'agrandissement de nombreux projets, mais lorsque le Qatar s'est porté candidat en 2011, les coûts estimés par le gouvernement s'élevaient à 220 milliards USD<sup>vi</sup>.

La demande de matériaux de construction pour les chantiers du Qatar devrait augmenter fortement jusqu'en 2022. Selon les estimations, l'inflation des matériaux pourrait atteindre 15-20 % d'ici à 2018, ce qui alourdirait la facture de la Coupe de monde de plusieurs millions de dollars<sup>vii</sup>.

Le Qatar a besoin non seulement de construire de nouveaux stades de football pour les matchs mais aussi, contrairement à d'autres nations qui ont récemment organisé la Coupe du monde, de construire à peu près tout le reste pour accueillir la manifestation, notamment des hôtels, des terrains d'entraînement, des systèmes de transport public et des routes, des réseaux d'eau et d'électricité pour alimenter tous ces sites.

Les plus grands gagnants de ces dépenses pharamineuses sont les principales entreprises de construction d'Europe occidentale et des États-Unis, qui ont remporté les contrats pour réaliser les constructions en établissant des coentreprises avec des partenaires qataris.

Ces entreprises, telles que Vinci, Carillion et Hochtief, anticipent les centaines de millions de dollars de recettes que va leur rapporter cette frénésie de construction de tous les bâtiments nécessaires au Qatar avant 2022.

La marge bénéficiaire moyenne pour un projet d'infrastructure se situe entre 5 et 10 % de la valeur du projet. L'investissement dans les infrastructures du Qatar étant estimé à 220 milliards USD, et la marge bénéficiaire moyenne s'élevant à 7,5 %, les Qataris et leurs partenaires de coentreprise devraient empocher 15 milliards USD de bénéfices.

### Ce que coûte la Coupe du monde de la FIFA



Coupe du monde de 2022 au Qatar  
**200-222 milliards USD**



Coupe du monde de 2018 en Russie  
**11,8 milliards USD**



Coupe du monde de 2014 au Brésil  
**15 milliards USD**

## Que dépense le Qatar?

Le Qatar ne peut pas encore se prévaloir des infrastructures nécessaires pour organiser avec succès un tournoi de la Coupe du monde de la FIFA.

Il s'agit donc de construire des stades de sport, un nouvel aéroport, des hôtels, des espaces de divertissement, et aussi des transports publics, des routes et des ponts publics pour relier tous ces points entre eux.

Sur les 220 milliards USD que le Qatar devrait dépenser<sup>viii</sup>, 34 milliards USD sont prévus pour le système ferroviaire et le métro, 7 milliards USD pour construire un port et 17 milliards USD pour un aéroport. Le ministère du Commerce a fixé le coût total des stades à 4 milliards USD, ce qui est largement sous-évalué par rapport aux prévisions du secteur de 2 milliards USD en moyenne par stade<sup>ix</sup>.

Un autre rapport du secteur cite une subvention de 62 milliards USD dans le budget 2014-15 pour les infrastructures, les hôtels, les transports et les stades<sup>x</sup>.

L'année dernière, l'autorité des travaux publics du Qatar a dévoilé ses projets d'un coût de 27,5 milliards USD pour des voies express et des échangeurs à construire au cours des quatre prochaines années, en plus des 3 milliards USD de contrats signés l'an passé pour des routes<sup>xi</sup>.

Des travaux sont actuellement en cours pour agrandir l'aéroport international Hamad, à Doha, et construire à proximité la «Ville de l'aéroport» sur dix kilomètres carrés, comprenant une gare, un centre d'affaires et des résidences pour loger plus de 200.000 personnes<sup>xii</sup>. En 2011, les coûts étaient évalués à 11 milliards USD<sup>xiii</sup>.

Le projet de métro de Doha, spécialement conçu pour desservir les stades de la Coupe du monde, comportera 212 km de rails et quatre lignes qui relieront 100 stations. Ce projet s'inscrit dans le Programme ferroviaire intégré du Qatar de 35 milliards USD, qui devrait être terminé pour l'échéance de 2022<sup>xiv</sup>.

Le projet qui illustre particulièrement l'extravagance du Qatar en matière de construction pour la Coupe du monde est la ville de Lusail City. C'est sur la côte, au nord de Doha, que le Qatar espère faire sortir de terre cette ville complètement nouvelle, avec un parc d'attractions, des ponts et une gare implantés tout autour du nouveau stade «Lusail Iconic Stadium», qui disposera également de son propre hôtel.

L'idée de Lusail City existe sur la planche à dessin depuis 2005 mais le projet ne s'est concrétisé qu'au moment où la FIFA a confié l'organisation de la Coupe du monde de 2022 au Qatar. La nouvelle ville devrait accueillir 200.000 résidents, 170.000 employés et 80.000 visiteurs, pour un coût estimé à 45 milliards USD<sup>xv</sup>.

# La frénésie dépensière du Qatar se chiffre en milliards de dollars

Coupe du monde de 2022 au Qatar et projets d'infrastructure du gouvernement

- Nouveau port de Doha – projet de construction d'un port entièrement nouveau, le plus grand du monde: **8 milliards USD**
- Nouvel aéroport international Hamad: **17 milliards USD**
- Agrandissement du nouvel aéroport international de Doha: **11 milliards USD**
- Entreprise de chemins de fer Qatar Rail – programme ferroviaire intégré du Qatar comportant des lignes de métro, un système de métro léger et un réseau de lignes à grande vitesse: **40 milliards USD**
- Au minimum huit stades pour la Coupe du monde pour répondre aux exigences de la FIFA: 2 milliards USD chacun selon les estimations, soit un total de **16 milliards USD**
- Nouvelles routes, y compris projets de voies express et d'échangeurs: **27,5 milliards USD**
- Ville nouvelle de Lusail City: **45-50 milliards USD**
- Hôtels et hébergement: **17 milliards USD**



▲ Photo: CSI



## Nouveaux stades

Le Qatar a désigné six stades, alors qu'il en fallait huit pour satisfaire le minimum requis pour organiser la Coupe du monde<sup>xvi</sup>. Au moment de sa candidature, le Qatar a finalement proposé 12 stades, mais la FIFA devrait se prononcer sur le nombre final de stades fin 2015.

Le consultant en charge du programme de la Coupe du monde de 2022 au Qatar était le bureau d'études CH2M Hill. Il supervisait la conception et la construction des différents sites pour le compte du Comité suprême du Qatar. Une grande partie de cette supervision a désormais été reprise par le gouvernement du Qatar.

## Stades de la Coupe du monde de 2022 au Qatar

Stade	État d'avancement	Consultant chargé de la conception	Directeurs de projet, entrepreneurs	Date d'achèvement des travaux
Khalifa International	En construction	Dar Al-Handash (Liban)	Projacs (Bahreïn) Coentreprise: Besix (Belgique) et Midmac (Qatar) Sous-traitant: Eversendai (Malaisie)	2017
Al Wakrah	En construction	AECOM (États-Unis) & Zaha Hadid Architects (Royaume-Uni)	KEO International (Koweït) Amana Contracting and Steel Buildings (Qatar)	2019
Al Khor	Marché attribué	Dar al Handash (Liban)	Projacs (Bahrain) Bin Omran Trading and Contracting Company (Katar) Salini Impregilo (Leitung) mit Galfar Al Misnad (Katar) und Cimolai (JV partners)	2018
Fondation du Qatar/ Education City	En construction	RFA Fenwick Iribarren Architects (Espagne)	Arup (Espagne) et Astad (Qatar)	2018
Al Rayyan	En construction	Ramboll (Danemark)	AECOM (États-Unis) Manco International General Contracting WLL (coentreprise Manco WLL, appartenant à Al Mana-Dubai & Buckingham Group Contracting, Royaume-Uni)	2019
Lusail City	En préparation	Foster and Partners	À désigner	Date non fixée

### Stades et infrastructures possibles pour la Coupe du monde

Stade Qatar University	Non communiqué	Albert Speer & Partner GmbH (Allemagne)	À désigner	Non communiqué
Stade Al Gharafa	En phase d'appel d'offres	Albert Speer & Partner GmbH (Allemagne)	Mai 2015: 20 entreprises ont répondu au principal appel d'offres de construction, parmi lesquelles Hamad Bin Khalid Contracting Co. (HBK), Redco International Construction	Non communiqué
Stade Al Bayt	En phase d'appel d'offres	Al Khor & Dakira Schemes & Services	En phase d'appel d'offres	Non communiqué
Stade Doha Port (nom à confirmer)	En phase d'appel d'offres	Albert Speer & Partner GmbH (Allemagne)	En phase d'appel d'offres	Non communiqué
Nouveau stade Sports City (nom à confirmer)	En phase d'appel d'offres	Dan Meis (États-Unis)	Non communiqué	Non communiqué
Al-Shamal Stadium	En phase d'appel d'offres	Albert Speer & Partner GmbH (Allemagne)	Non communiqué	Non communiqué

Parallèlement aux stades, les propositions d'origine comprennent 64 camps de base pour les équipes, 39 sites nouveaux et 25 sites rénovés, dont 32 hôtels et 92 sites d'entraînement. Les 92 sites d'entraînement<sup>xviii</sup> ont été annoncés par Ghanim Al Kuwari, le directeur du comité d'organisation qatari pour les projets.

Suite aux réunions avec le comité d'organisation de la Coupe du monde de 2022 au Qatar, la banque américaine Merrill Lynch a signalé dans une note de 2013 adressée aux investisseurs que le coût de la construction des stades dépasserait probablement l'estimation initiale de la banque, s'élevant à 95 milliards USD<sup>xvii</sup>.

Bien que la Coupe du monde ait été reportée de juillet à décembre 2022, le Qatar entend toujours installer l'air conditionné dans les stades.

### Accueil des visiteurs

L'hébergement des spectateurs est un autre poids lourd financier de la liste des projets du Qatar.

En 2011, le pays comptait 100 hôtels opérationnels et 130 autres en projet de construction, avec des propositions de construire 95.000 chambres d'hôtel supplémentaires avant 2022<sup>xix</sup>.

En 2011, l'estimation des coûts dédiés à la construction des lieux d'hébergement s'élevait à 17 milliards USD<sup>xx</sup>. Le taux d'occupation moyen actuel au Qatar est d'environ 70 % dans les hôtels et les appartements réservés aux séjours de courte durée, et le nombre de visiteurs augmente. Toutefois, 65 % des visiteurs appartiennent à la catégorie du «tourisme d'entreprise», et 8 % à la catégorie «MICE» (réunions, tourisme incitatif, congrès, expositions). Il n'y a pas de demande en faveur d'un plus grand nombre d'hôtels au vu des chiffres actuels<sup>xxi</sup>, si ce n'est pour la Coupe du monde, qui revêt une importance primordiale dans les projets du Qatar de devenir une destination touristique «de loisir».

Au titre de la nouvelle législation qui entrera en vigueur en 2016 (loi 21 de 2015 visant à réglementer l'entrée, la sortie et la résidence des étrangers au Qatar), il incombe aux directeurs d'hôtels et d'installations touristiques de surveiller leurs clients. Si un client est absent de son hôtel pendant plus de 48 heures sans avoir prévenu l'hôtel, ce dernier doit en avertir les autorités.

En dépit de l'important trafic aérien de l'aéroport de Doha, le Qatar n'est pas un haut lieu du tourisme international à proprement parler; le pays détient approximativement le même nombre de visiteurs annuels que l'Algérie ou l'Uruguay, le plus grand nombre de touristes provenant des pays du Moyen-Orient (en particulier l'Arabie saoudite) et d'Afrique du Nord.

Bien entendu, le nombre de visiteurs augmentera très fortement au moment de la Coupe du monde. Les estimations varient, mais les organisateurs du tournoi de la FIFA prévoient un million de visiteurs<sup>xxii</sup>.

Ce chiffre n'est pas réaliste compte tenu de la réputation du Qatar, de son climat et de son attrait limité pour le tourisme de loisir. Il serait plus prudent de compter sur un nombre de visiteurs semblable à celui de la Coupe du monde d'Afrique du Sud, qui s'élevait à environ 300.000 visiteurs internationaux<sup>xxiii</sup>.

Le nombre d'amateurs de football qui passent une durée moyenne d'une semaine dans le pays organisateur du Mondial équivaut à 2,1 millions de nuits d'hôtel<sup>xxiv</sup>.

Une nuit d'hôtel au Qatar coûte actuellement en moyenne 230 USD, mais devrait baisser considérablement car les forfaits qui seront proposés et les nouveaux hôtels trois et quatre étoiles actuellement en construction représenteront la majeure partie de l'hébergement. En estimant prudemment la nuitée à 100 USD, la Coupe du monde de 2022 rapporterait au moins 200 millions USD de plus en recettes hôtelières<sup>xxv</sup>.

Si chaque visiteur dépense chaque jour une moyenne de 50 USD en repas et frais de subsistance pendant une semaine, les recettes du tourisme augmenteraient de 100 millions USD.

La plupart des personnes qui viendront assister à la Coupe du monde prendront l'avion pour se rendre au Qatar. Si l'on prend l'Europe occidentale comme point de départ, par exemple, la Coupe du monde générera largement plus de 100 millions USD de recettes pour les compagnies aériennes.

Si la compagnie publique Qatar Airways reste la principale compagnie aérienne à assurer les liaisons vers le Qatar, elle pourrait empocher des recettes supplémentaires nettement supérieures à 50 millions USD.

### Ce que les supporters dépenseront au moment de la Coupe du monde de 2022

- Hôtels 200 millions USD
- Repas et frais de subsistance 100 millions USD
- Billets d'avion 100 millions USD

## Tous les enjeux

Les turbulences que traverse la FIFA suite aux affaires de corruption, et le refus du Qatar de réformer sa législation du travail moyenâgeuse, font monter la pression.

Avec toutes ces infrastructures qui dépendent uniquement du tournoi, on peut imaginer que les recettes des entreprises étrangères associées aux projets de construction chuteraient fortement si la Coupe du monde était retirée au Qatar.

Les entreprises qataries y perdraient beaucoup également, bien qu'au moins une partie de l'argent non utilisé pour la Coupe du monde puisse servir à d'autres projets, ou à des projets qui seraient reportés après 2022, ou à des investissements à l'étranger.

La construction de Lusail City, par exemple, ne prendrait pas fin, même si, en l'absence de la construction du stade, elle serait sans doute largement réduite.

De la même manière, le travail pourrait se poursuivre sur d'autres chantiers programmés pour la construction de stades, mais la majeure partie des projets seraient laissés en suspens, vraisemblablement de façon définitive.

Le gouvernement du Qatar a déjà renoncé à sa candidature pour les Jeux olympiques de 2024 et, s'il était privé de la Coupe du monde, il serait difficile de justifier la construction de plus de deux grands stades. Les répercussions les plus importantes pour les résultats financiers des entreprises de construction européennes et américaines et pour la stratégie économique future du Qatar iraient bien plus loin que l'annulation des projets de stade.

## La Coupe du monde de l'hypocrisie

La Coupe du monde de la FIFA draine beaucoup d'argent, dont une grande partie provient des sponsors, tels qu'Adidas, Budweiser, Coca-Cola, Gazprom, Hyundai, Kia, McDonalds et Visa. Sans ces marques mondiales, la Coupe du monde ne serait pas possible.

Ces sponsors doivent montrer l'exemple et agir correctement à l'égard des travailleurs/euses. L'opinion mondiale a déjà provoqué des changements et la vigilance est beaucoup plus forte aujourd'hui pour éviter le recours à l'exploitation de la main-d'œuvre, comme par exemple dans les ateliers de confection des vêtements de sport.

Ces entreprises ont des politiques de droits humains pour leurs employés. Coca-Cola impose à ses entreprises de proposer des emplois à des conditions claires et honnêtes. La société déclare par ailleurs que les travailleurs ne doivent pas être obligés de payer des frais de déplacement ou de recrutement et qu'ils doivent avoir accès à leurs documents personnels d'identité.

McDonalds condamne le recours à l'apprentissage, exige le respect des lois salariales et interdit toute mesure d'intimidation au travail. Adidas pratique également des politiques destinées à empêcher le travail forcé.

Pourtant, tous ces problèmes existent au Qatar. Les principaux sponsors de la FIFA que sont Budweiser, Coca-Cola, McDonalds et Visa ont décidé de mettre de l'ordre à la FIFA en demandant la création d'une commission de réforme indépendante. Ces sociétés savent que les personnes qui travaillent au Qatar méritent une FIFA dénuée de corruption, qui se battra pour défendre les droits.





# 3. Qui construit le Qatar?

## Les entreprises qui participent à l'essor du secteur de la construction

### Espagne

#### ACS – Actividades de Construcción y Servicios

L'entreprise Actividades de Construcción y Servicios (ACS) est une multinationale diversifiée et ses activités dans l'ensemble du secteur du bâtiment en font l'une des plus importantes entreprises de construction du monde.

ACS est le plus grand entrepreneur international de construction du monde, le deuxième étant Hochtief, dans lequel ACS détient une participation majoritaire.

Ses activités comprennent l'externalisation dans les secteurs du transport, du bâtiment, de l'eau et des travaux publics, ainsi que la fourniture de services dans les réseaux d'égouts, les télécommunications, l'électricité, le pétrole et certains secteurs industriels.

Établi à Madrid et coté en Bourse, ACS exploite 789 entités immatriculées dans 65 pays différents. Le chiffre d'affaires d'ACS avoisine les 48,5 milliards EUR, dont 40 % sont géné-

rés en Asie et au Moyen-Orient.

ACS est implanté au Qatar par le biais de différentes entités, parmi lesquelles Dragados. La filiale d'ACS, Hochtief, est également présente au Qatar directement et indirectement par sa participation majoritaire chez CIMIC, qui détient lui-même une participation au sein du groupe Habtoor Leighton.

Par l'intermédiaire d'Habtoor Leighton, ACS emploie 6000 personnes au Qatar, mais le nombre de personnes employées dans ses filiales Hochtief et Dragados est inconnu.

Au Qatar, Hochtief est l'un des entrepreneurs qui participent au gigantesque projet de l'avenue commerciale Barwa, d'un coût estimé à 1,6 milliard USD.



▲ Photo: Benjamin Crowe

## États-Unis

### Bechtel

Établi à San Francisco, Bechtel est l'entreprise de construction la plus importante et la quatrième plus grande société privée des États-Unis.

Avec 53.000 employés dans 40 pays, c'est le troisième plus grand entrepreneur international après Hochtief et Grupo ACS et son chiffre d'affaires s'élevait à 39 milliards USD en 2013.

Bechtel est spécialisé dans la gestion de la construction des infrastructures civiles, des services gouvernementaux, des installations dans les secteurs des mines, de la métallurgie, de l'électricité, du pétrole, du gaz et de la chimie.

La famille Bechtel détient également une participation majoritaire de l'entreprise mais très peu d'informations sont disponibles sur la structure exacte de cette participation.

Au Qatar, la société est en charge des services de construction et du projet de l'aéroport international Hamad, à Doha, qui emploie parfois jusqu'à 47.000 personnes.

La grande majorité de ces travailleurs sont embauchés par des entrepreneurs du secteur de la construction,

dans un lien contractuel direct avec Bechtel – mais pour lesquels Bechtel a défini des normes, des politiques et des modalités.



Bechtel a déjà été impliqué dans plusieurs cas présumés de violations des droits humains et des droits du travail. L'entreprise était au cœur de la «guerre de l'eau de Cochabamba» en 2000 au moment de la privatisation des services d'eau municipaux de cette ville bolivienne, qui était à l'origine d'un mouvement de protestation de dizaines de milliers d'habitants.

En 2012, une émeute a éclaté sur le site du projet d'aéroport Muscat à Oman en raison des rumeurs de la mort d'un travailleur suite à deux grèves visant à demander des hausses de salaire et de meilleures conditions de travail. Le groupe Bechtel-Enka-BEC (BEB) est l'un des principaux entrepreneurs de ce projet.

L'entreprise ne donne pas beaucoup de renseignements sur la position qu'elle adopte avec ses sous-traitants en matière de droits humains. Elle déclare «retenir l'attention de ses principaux fournisseurs au sujet des questions de travail importantes» mais ne fournit pas de détails.

## Belgique

### Besix

La plus grande entreprise de construction belge, Besix, a trois entreprises au Qatar: Six Construction, United Readymix et Cofely Besix Mannai Facility Management.

Avec un chiffre d'affaires d'environ 2 milliards EUR, Besix est spécialisé dans la construction de bâtiments, d'infrastructures, de projets environnementaux et de routes; ses activités au Qatar représentent autour de 10 % de son carnet de commandes.

Au Qatar, Six Construction prend en charge les contrats de construction, United Readymix fournit le béton et Cofely Besix s'occupe de la gestion des installations.

Besix gère les principaux contrats du grand projet de voies express à Doha ainsi que les principaux contrats de travaux pour la modernisation du stade international Khalifa.

L'entreprise belge devait par ailleurs confier la construction de tunnels et de ponts à la société Sharq Crossing,

un des «projets les plus ambitieux de construction qui aient été entrepris au Moyen-Orient» mais ce projet a été suspendu depuis.



Le nombre exact de travailleurs employés dans les entreprises de Besix au Qatar n'est pas connu, mais d'après les chiffres de 2011, les effectifs de la branche Six Construction se composaient de près de deux tiers d'Indiens, d'un quart de Bangladais et de 6% de Népalais.

Besix a fait l'objet d'une publicité négative au Moyen-Orient suite à la grève qui a eu lieu en 2006 sur ses chantiers, aux Émirats arabes unis, à laquelle ont participé 8500 travailleurs – la grève la plus importante de l'histoire des Émirats arabes unis – et qui a entraîné une perte de 4 millions USD et l'arrestation de 50 travailleurs, expulsés par la suite.

## France

### Bouygues

Bouygues est un groupe industriel diversifié établi à Paris. Septième plus grand entrepreneur international, Bouygues compte des entreprises dans plus de 80 pays, ce qui lui a permis d'atteindre un chiffre d'affaires de 33,138 milliards EUR en 2014.

Cette société cotée en Bourse est spécialisée dans la construction à travers ses entreprises Colas et Bouygues Construction, ainsi que dans l'immobilier, les médias et les télécommunications.

Le groupe Bouygues développe actuellement sa présence en Asie et au Moyen-Orient, qui est la région la plus importante pour la société après la France.

La division Bouygues Construction emploie 52.163 travailleurs, dont 9906 en Afrique et au Moyen-Orient avec au moins 60 expatriés français, 700 responsables et 5000 travailleurs au Qatar.

Au Qatar, Bouygues Construction intervient par l'intermédiaire de Bouygues Bâtiment International (BBI) spécialisé dans les grands projets. BBI a créé la société Bouygues Construction Qatar en coentreprise avec le cheik Abdullah Bin Khalifa Al Thani, qui a été le Premier ministre du Qatar entre 1996 et 2007 et fait partie des membres de la famille au pouvoir au Qatar.

Depuis 2009, Bouygues Construction est le principal entre-

preneur à travailler sur le projet du Qatar Petroleum District, un grand complexe immobilier composé de neuf tours occupant une surface équivalant à un quart du quartier de La Défense, à Paris. Bouygues Construction est également présent au Qatar par le biais de VSL.

Pour le projet du Qatar Petroleum District, d'une valeur estimée à 1,3 milliard USD, Bouygues est le principal entrepreneur, en coentreprise avec Midmac et Al-Jaber pour le compte de la société immobilière Barwa Real Estate.

Midmac a attiré l'attention par son bilan négatif en termes de santé et de sécurité au Qatar, suite à un accident survenu à Lusail City, dans lequel 18 travailleurs ont été blessés et qui a imposé un arrêt momentané des constructions.

En 2012, Bouygues Bâtiment International a mis en œuvre les obligations relatives à l'hébergement des travailleurs migrants – chambres, salles de bains et cuisines, entretien des logements des travailleurs, sécurité des locaux – qu'ils soient embauchés par Bouygues ou par ses partenaires commerciaux.

Des audits internes ont été mis en place en 2013 pour veiller à ce que l'hébergement des travailleurs soit conforme aux normes.

The logo of Bouygues, consisting of the word "BOUYGUES" in white capital letters inside a red rounded rectangle.

## Royaume-Uni

### Carillion

Carillion est une société anonyme multinationale britannique spécialisée dans la gestion et la construction des infrastructures, qui a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 4 milliards GBP.

L'entreprise, établie à Wolverhampton, est cotée à la Bourse de Londres et figure à l'indice FTSE 250.

La société emploie environ 40.000 personnes dans trois secteurs d'activité: services de soutien, services de construction et financement des projets.

Les travaux de construction de Carillion se développent dans trois régions: au Royaume-Uni, qui représente plus de 70% du chiffre d'affaires du groupe; au Canada; au Moyen-Orient et en Afrique du Nord – une région qui rapporte 531,6 millions GBP à Carillion.

Au Moyen-Orient, ses services de construction emploient directement 6614 travailleurs et 12.909 autres travailleurs par le biais des coentreprises. Pratiquement 95% des personnes employées au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

sont asiatiques. Sa coentreprise Qatar Building Company a employé 750 travailleurs népalais entre 2012 et 2013.

Carillion travaille depuis 2009 dans les services et la construction au Qatar et a signé en 2011 son premier contrat de coentreprise à 80/20 avec Qatar Building Company. Son principal marché au Qatar concerne le quartier résidentiel Msheireb, un projet de la Qatar Foundation d'une valeur de 651 millions USD.

Au Royaume-Uni, Carillion a été impliqué dans un scandale concernant une liste noire de travailleurs en lien avec des syndicats et des militants écologistes.

En 2009, le bureau du commissaire à l'information britannique a révélé l'existence d'une base de données comportant 3213 noms de travailleurs du secteur de la construction et de militants écologistes.





## Grèce

## Consolidated Contractors Company

Établie en Grèce, la société Consolidated Contractors Company (CCC) est la plus grande entreprise de construction du Moyen-Orient et fait partie des 25 premiers entrepreneurs internationaux, avec un chiffre d'affaires de 5,3 milliards USD en 2013.

Spécialisé dans le gaz et le pétrole, les grands travaux de génie civil, les systèmes d'air, d'eau et d'égouts, CCC compte des bureaux et des projets dans plus de 40 pays, et une main-d'œuvre de plus de 130.000 employés.

En 2011, l'entreprise était le troisième plus grand entrepreneur implanté au Qatar et les marchés qui lui étaient attribués représentaient 965 millions USD.

Au Qatar, CCC est très présent sur le marché du gaz et du pétrole et dans le secteur des infrastructures civiles.

Dans le secteur du gaz, CCC travaille sur quatre grandes raffineries et installations de gaz naturel liquéfié (GNL) pour

Qatargas, la plus grande société de GNL du monde. L'entreprise déclare avoir mis en place 17 installations de GNL, dont la capacité totale représente 30% des installations mondiales de GNL.

L'année dernière, CCC a créé une coentreprise avec Mid-Mac pour diriger les travaux de construction du centre médical et de recherche Sidra Medical and Research Centre, pour un coût de 2,3 milliards USD. CCC est également établi en coentreprise pour le projet du nouveau port de Doha.

L'entreprise a signalé quatre décès en 2013 mais aucune information n'a été communiquée sur le lieu où ils se sont produits.

Au Qatar, l'entreprise embauche en particulier des travailleurs migrants originaires du Népal par l'intermédiaire de l'agence de recrutement Wide Horizon Overseas.



## États-Unis

## CH2M Hill

Établie à Denver, CH2M Hill est un bureau d'études qui propose des services de conseil, de conception, de construction et d'exploitation pour des entreprises et des gouvernements partout dans le monde.

Cité au classement Forbes 500, avec un chiffre d'affaires d'environ 6 milliards USD, CH2M est présent dans plus d'une centaine de pays à travers le monde dans les secteurs de l'énergie, de l'eau, de l'environnement, des infrastructures et des installations pour les gouvernements.

Au Moyen-Orient, CH2M Hills est installé aux Émirats arabes unis l'entreprise dispose de plusieurs bureaux dans la région, y compris au Qatar, où elle emploie plus de 200 personnes.

Après avoir supervisé la construction des infrastructures des Jeux olympiques de Londres, de Vancouver, de Beijing, de Salt Lake City et d'Atlanta, CH2M Hill est devenu le consultant responsable du programme de la Coupe du monde de 2022 au Qatar, contrôlant la conception et la construction des sites pour le compte du Comité suprême du Qatar. La valeur de ce contrat n'a pas encore été rendue publique.

En 2011, CH2M Hill a acheté Halcrow Holdings pour 197 millions USD, la principale société de conseil pour le projet de Lusail City.

D'après les experts, CH2M Hill pourrait être un acteur important pour faire évoluer des normes du travail conservatrices, en travaillant avec les autorités qataries.

«CH2M Hill a une mission très vaste... l'entreprise n'a pas l'intention de se soustraire à ses responsabilités, parce qu'elle joue un rôle important pour définir la référence en termes de droits du travail», a déclaré le groupe de réflexion Royal United Services Institute, basé au Qatar.

En 2013, *The Guardian* a signalé des cas de mauvais traitements et d'exploitation de travailleurs migrants embauchés sur des chantiers du Qatar, notamment à Lusail City, où CH2M Hill, par le biais de sa filiale Halcrow, est l'un des principaux consultants pour la conception des infrastructures et la supervision de la construction. L'enquête a révélé des cas de travail forcé, de réclamations relatives au salaire, de passeports confisqués et d'accès à l'eau potable refusé.

CH2M Hill a répondu que sa mission était de superviser les travaux, précisant que «les conditions d'emploi de la main-d'œuvre d'un entrepreneur ne sont pas de notre ressort direct».

Aux États-Unis, l'entreprise a été impliquée dans plusieurs affaires très médiatisées dans lesquelles il lui était reproché d'avoir escroqué des contribuables, commis des infractions à la loi sur la qualité de l'eau, fourni des caravanes contenant du formaldéhyde pour loger d'urgence les victimes de l'ouragan Katrina.



## Australie

### CIMIC Group

Anciennement Leighton Holdings, CIMIC Group est une entreprise internationale établie à Sydney et présente dans divers secteurs tels que la construction, l'immobilier, l'ingénierie, les infrastructures, les mines et les ressources.

Avec un chiffre d'affaires supérieur à 19 milliards USD, cette société cotée en Bourse fait partie des 100 premières entreprises de la Bourse australienne et se classait l'année dernière au 33<sup>e</sup> rang mondial des plus grands entrepreneurs.

L'an passé, la société allemande de construction Hochtief a racheté l'entreprise Leighton pour 1,2 milliard USD, Hochtief étant elle-même sous le contrôle de la société espagnole Grupo ACS. Le fonds d'investissement Qatar Investment Authority détenait une participation indirecte dans la société CIMIC par le biais de sa participation de 10% chez Hochtief. En octobre 2015, le Qatar a vendu sa participation de 10% au sein de Hochtief pour 540 millions EUR<sup>xvii</sup>.

CIMIC est présent au Qatar via Habtoor Leighton, en coentreprise avec Al Habtoor Engineering, basé aux Émirats arabes unis.

Habtoor Leighton est aujourd'hui l'un des principaux entrepreneurs diversifiés dans la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, dans les secteurs des infrastructures, de la construction, des chemins de fer, du pétrole, du gaz et des mines au Qatar, au Bahreïn, en Irak, au Koweït, à Oman,

en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis.

Habtoor Leighton a remporté plusieurs grands projets au Qatar, notamment en tant qu'entrepreneur principal pour la modernisation des hôtels du centre-ville, Marriott Renaissance, Marriott Courtyard, Shangri La, Rotana & Merweb. Habtoor Leighton est également entrepreneur pour les lucratives voies express à Doha et le gigantesque corridor pour le bassin de retenue de Doha.

Habtoor Leighton emploie environ 25.000 travailleurs, dont 6000 au Qatar. Plus de 600 travailleurs sont originaires du Népal.

L'année dernière, la société, qui s'appelait encore Leighton Holdings, a versé près de 70 millions AUD de réparation à 2400 investisseurs après avoir annoncé 1,1 milliard USD de moins-value en 2011, entraînant une chute de quasiment 14% du prix de l'action Leighton Holdings.

Cet événement a fait suite aux révélations d'importantes défaillances de gouvernance au sein de l'empire international de Leighton, qui aurait laissé s'installer la corruption en Asie et en Irak, où l'entreprise aurait versé des dessous-de-table pour remporter un marché d'oléoducs en 2011.



## Allemagne

### Hochtief

L'entreprise diversifiée de construction Hochtief, établie en Allemagne, est présente au niveau mondial et mène à bien des projets dans les secteurs du transport, de l'énergie, des infrastructures sociales et urbaines, des mines, avec un chiffre d'affaires d'environ 25 milliards EUR.

Hochtief, qui compte 486 entreprises consolidées dans 43 pays, est le deuxième plus grand entrepreneur au monde après ACS, qui détient une participation majoritaire dans la société Hochtief. Le fonds d'investissement Qatar Investment Authority a une participation de 10% au sein de Hochtief.

L'entreprise allemande affirme que la région asiatique, dont le Qatar, compte beaucoup en termes d'activités nouvelles, et elle considère que le Qatar est «l'un des marchés les plus importants du fait que le secteur de la construction s'intensifie à l'approche de la Coupe du monde de la FIFA en 2022».

Avec plus de 6000 personnes employées au Qatar, Hoch-

tief est particulièrement présent dans cet État du Golfe par le biais de sa participation au sein de CIMIC, qui détient lui-même une participation de 45% dans l'entreprise Habtoor Leighton Group.

Une autre division, Hochtief Europe, a une participation de 49% dans la société basée au Qatar, Hochtief Solutions Middle East, et dispose d'autres filiales implantées au Qatar.

En 2013, Hochtief Solutions Middle East a réalisé les travaux de l'avenue commerciale Barwa, pour un coût estimé à 1,6 milliard USD, l'opération la plus importante de l'histoire de l'entreprise.

Cette année, Hochtief a remporté un contrat de 296 millions USD pour concevoir et construire un nouveau réseau d'égout souterrain à Doha.



## Autriche

### Porr

Le groupe Porr, coté en Bourse, est la deuxième plus grande entreprise de construction autrichienne, avec un chiffre d'affaires de 1,3 milliard USD en 2013.

La principale activité de Porr à l'international concerne la construction de tunnels et de chemins de fer et le génie civil.

Porr réalise la majeure partie de ses travaux dans le nord de l'Europe, mais son plus gros marché en dehors de l'Europe se trouve au Qatar.

Porr est arrivé au Qatar en 2012, en créant une plate-forme au Moyen-Orient pour desservir les branches de Porr à Oman, aux Émirats arabes unis et en Arabie saoudite.

À ce jour, le contrat le plus important est la ligne verte du métro de Doha, signé en 2013 par l'entreprise pour un coût d'environ 1,2 milliard USD.

Porr est en charge de la moitié du projet, consistant à construire un double tunnel de 16,6 km et six stations de métro.

Dans le cadre du projet de la ligne verte du métro, Porr emploie 350 membres de son personnel et 4000 ouvriers.

L'ambassade du Népal a indiqué que Porr avait recruté 1000 travailleurs népalais entre juillet et août 2014, et que sa coentreprise saoudienne Saudi Binladin Group avait recruté plus de 350 travailleurs népalais fin 2014.

L'entreprise a signalé qu'il existait une forte culture syndicale dans ses branches autrichiennes, suisses et allemandes, mais ne mentionne pas de pratiques semblables pour la main-d'œuvre de plus de 4000 personnes employées au Qatar.



## France

### QDVC

Qatari Diar Vinci Construction est un entrepreneur général qui supervise d'importants projets de construction au Qatar.

Immatriculé en 2007, QDVC est la filiale qatarie de la société de construction française Vinci S.A., qui détient le chiffre d'affaires cumulé le plus élevé au monde, de l'ordre de 40 milliards EUR.

QDVC est géré par des ressortissants qataris et français, parmi lesquels son directeur général français Yanick Garillon.

QDVC est le principal entrepreneur de nombreux projets de grande ampleur au Qatar, notamment la supervision de la construction de la plus grande ligne de métro de Doha, qui compte près de 100 km de voies et 30 stations, ainsi qu'un terminal au nouvel aéroport international de Doha.

Parmi les autres projets supervisés par QDVC, il convient de citer le système de métro léger de Lusail City et le projet de Sheraton Park.

QDVC emploie 2755 personnes et gère un camp de travailleurs à Al Khor pouvant héberger plus de 1800 employés, originaires notamment d'Inde, des Philippines, d'Indonésie, du Sri Lanka et du Népal.

Un examen externe de QDVC a révélé qu'il n'y avait aucune mention d'un système de réclamation pour les travailleurs, qui est à la base des Principes directeurs des Nations Unies

relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.



▲ Photo: Benjamin Crowe



## 25 entreprises de construction intervenant au Qatar

Entreprise	Siège social	Contrats au Qatar	Valeur en USD
Porr	Autriche	Projet de ligne verte du métro de Doha: la plus grosse commande de l'histoire de l'entreprise <sup>xxvii</sup>	1 milliard USD+
Besix	Belgique	Stade Khalifa pour la Coupe du monde de 2022 Voies expressives à Doha <sup>xxviii</sup>	280 millions USD +
Brookfield Multiplex	Canada	Projet Msheireb au centre-ville de Doha <sup>xxix</sup> Propriétaire: Subdivision de Brookfield Asset Management	430 millions USD
China Harbour Engineering Company	Chine	Nouveau port de Doha et voies expressives à Doha <sup>xxx</sup> Propriétaire: Filiale de China Communications Construction Company (CCCC)	1,4 milliard USD
Bouygues	France	Quartier Qatar Petroleum et réseau d'égout de Doha (IDRIS) <sup>xxxi</sup>	2 milliards USD+
Vinci (QVDC)	France	Projets de ligne rouge du métro de Doha, de voies expressives à Doha et du métro léger de Lusail <sup>xxxii</sup> Propriétaire: QDVC - Qatari Diar (51%), VINCI Construction Grands Projets (49%)	5 milliards USD+
Aktor	Grèce	Ligne or du métro de Doha, Camp pour les forces de sécurité intérieures <sup>xxxiii</sup>	1,3 milliard USD
Consolidated Contracting Company	Grèce	Programme de routes locales à Doha, nouveau port de Doha, Lusail City, centre médical et de recherche Sidra Medical Research Centre <sup>xxxiv</sup>	553 millions USD+
Joannou & Paraskevaides (Overseas) Ltd et J&P-AVAX SA	Grèce Guernsey	Projets de voies expressives à Doha <sup>xxxv</sup>	1 milliard USD+
Larsen & Toubro	Inde	Projets de voies expressives à Doha, de ligne or du métro de Doha, de transmission de l'électricité au Qatar <sup>xxxvi</sup>	1,5 milliard USD+
Salini Impregilo	Italie	Stade Al-Bayt pour la Coupe du monde de 2022 Ligne rouge du métro de Doha et routes locales <sup>xxxvii</sup>	2,3 milliards USD+
Obayashi	Japon	Projet Msheireb au centre-ville de Doha <sup>xxxviii</sup>	340 millions USD+
WCT Holdings Bhd	Malaisie	Projets concernant Lusail City <sup>xxxix</sup>	200 millions USD+
Bin Omran Trading and Contracting	Qatar	Stade Al-Bayt pour la Coupe du monde de 2022 Voies expressives à Doha et routes locales	
HBK	Qatar	Stade Al Wakrah pour la Coupe du monde de 2022 Lusail City, Projet Msheireb au centre-ville de Doha et ligne verte du métro de Doha <sup>xl</sup>	340 millions USD+
Midmac	Qatar	Stade Khalifa pour la Coupe du monde de 2022 Lusail City, quartier Qatar Petroleum	

Daewoo E&C	Corée du Sud	Projets de voies expressives à Doha <sup>xlii</sup>	910 millions USD+
Hyundai	Corée du Sud	Projets de voies expressives à Lusail, nouveau port de Doha	1 milliard USD+
FCC	Espagne	Ligne rouge du métro de Doha et traitement des égouts <sup>xliii</sup>	900 millions USD+
Grupo ACS	Espagne	Réseau d'égout de Doha (IDRIS), voies expressives à Doha et routes locales Propriétaire: Hochtief --> Leighton --> propriétaire à 45% de Habtoor Leighton Group	1 milliard USD+
OHL	Espagne	Projet du métro de Doha <sup>xliv</sup>	1,4 milliard USD+
Yapi Merkezi Insaat	Turquie	Ligne or du métro de Doha <sup>xlv</sup>	980 millions+
Arabtec	Émirats arabes unis	Projet Msheireb au centre-ville de Doha <sup>xlvi</sup>	630 millions USD+
Carillion	Royaume-Uni	Projet Msheireb au centre-ville de Doha <sup>xlvii</sup>	560 millions USD+
Interserve	Royaume-Uni	Centre commercial Doha Festival City Propriétaire: Gulf Contracting Company & ALEC Qatar, appartenant conjointement à Al Darwish United Co. W.L.L. et à Interserve plc Royaume-Uni (49%)	450 millions USD+

## Le secteur de la construction au Qatar vu de l'intérieur

«De nombreuses entreprises multinationales de construction sont complices du traitement que subissent les travailleurs migrants au Qatar.

Très peu d'entreprises internationales ont pris des mesures pour essayer d'améliorer la situation de leurs propres travailleurs. Au lieu de cela, la plupart d'entre elles ont profité du manque de droits des travailleurs migrants pour tirer parti d'un marché extrêmement concurrentiel.

Si ces entreprises traitaient leurs employés ou sous-traitants de la même manière dans leur pays, elles seraient contraintes de fermer. Mais elles restent indifférentes aux conditions de vie et de travail révoltantes que connaissent leurs travailleurs au Qatar, aussi bien physiquement qu'au niveau de ce qu'implique le système de la *kafala*.

Toutefois, il n'y a pas de doute au sujet du taux de mortalité extrêmement élevé et absolument inacceptable. Les autorités se contentent de minorer le nombre réel de décès et d'accidents liés au travail. Un grand nombre des travailleurs originaires d'Asie n'ont jamais travaillé sur des chantiers de construction, et encore moins sur des immeubles de grande hauteur. On leur donne une formation minimale sur la sécurité (quand ils ont droit à une formation) et on les envoie du jour au lendemain sur des sites de travail parmi les plus dangereux qui soient. Ce n'est pas surprenant qu'il y ait autant de morts».

**Cadre supérieur d'une entreprise internationale de construction au Qatar**

# Investir dans l'esclavage moderne au Qatar: les actionnaires courent-ils un risque?

Les entreprises de construction qui travaillent au Qatar prennent part à des projets de plusieurs millions de dollars en embauchant une main-d'œuvre soumise au système de la *kafala*. Les actionnaires courent-ils un risque dans les entreprises qui recourent au travail forcé dans leurs chaînes d'approvisionnement?

La CSI a établi une cartographie des actionnaires des entreprises multinationales de construction présentes au Qatar.

Les investisseurs sont exposés au système de la *kafala* au Qatar par la détention de portefeuilles d'actions, de portefeuilles d'investissements privés et de titres de créance d'entreprises dans des multinationales de la construction. On estime que plus de 40 % des 250 principaux entrepreneurs internationaux dans le monde participent activement à des projets au Qatar, possèdent un bureau dans le pays ou y recherchent activement des opportunités.<sup>xlvi</sup>

“ Les investisseurs devraient se montrer prudents, au cas où le public manifeste son indignation à l'égard des sponsors et des entrepreneurs, comme l'ont fait les consommateurs en appelant à boycotter les sociétés qui exploitaient les travailleurs dans les usines du Bangladesh, après le terrible effondrement d'un bâtiment en 2013 ”

Think Advisor<sup>xlix</sup>





## Vos investissements contribuent-ils au travail forcé au Qatar?

France	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Qatari Diar Vinci Construction:</b> <b>Vinci</b> est propriétaire à 49% de QDVC; structure des propriétaires de Vinci: Qatari Diar (5,3%), investisseurs institutionnels (69,7%), employés (9,7%), particuliers (9,3%), actions propres (6%)<sup>i</sup> – <b>coté à la Bourse de Paris (CAC40)</b></li> <li>■ <b>Bouygues:</b> coté en Bourse; composantes du groupe Bouygues: famille Bouygues (20,9%), employés (23,3%), autres investisseurs (55,8%) – <b>coté à la Bourse de Paris (CAC 40)</b></li> </ul>
Grèce	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Ellaktor (société mère d'A-ktor):</b> 25% du capital-actions sont détenus par trois particuliers et 75% d'actions restantes sont détenus par d'autres actionnaires<sup>ii, iii</sup>, – <b>coté à la Bourse d'Athènes</b></li> <li>■ <b>J&amp;P/Avax:</b> 75% des actions sont détenus par le groupe J&amp;P et d'autres actionnaires principaux, 25% sont détenus par d'autres actionnaires – <b>coté à la Bourse d'Athènes</b><sup>iii</sup></li> </ul>
Belgique	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Besix:</b> non coté en Bourse</li> </ul>
Autriche	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Porr AG:</b> 46% de capital flottant<sup>iv</sup> - <b>coté à la Bourse de Vienne</b></li> </ul>
Australie	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>CIMIC Group (anciennement Leighton Holdings):</b> détient une participation de 45 % dans l'entreprise Habtoor Leighton Group établie aux Émirats arabes unis, important entrepreneur au Qatar. Le capital-actions de CIMIC est contrôlé par l'entreprise allemande Hochtief AG (à 70 %) et les 30 % restants sont détenus par d'autres actionnaires. La société Hochtief est elle-même sous le contrôle de l'espagnol Grupo ACS (à 61 %). Qatar Holdings détient une participation significative dans la société Hochtief (10 %). Les 29 % restants appartiennent à d'autres investisseurs<sup>iv</sup> - <b>coté à la Bourse australienne</b></li> </ul>
Allemagne	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Hochtief:</b> contrôlé par l'espagnol Grupo ACS (à 61%). Qatar Holdings détient une participation significative dans la société Hochtief (10%). Les 29% restants appartiennent à d'autres investisseurs<sup>vi</sup> - <b>coté à la Bourse de Francfort</b></li> </ul>
Espagne	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Grupo ACS:</b> 53% du capital-actions sont détenus par six investisseurs et le reste par d'autres investisseurs<sup>vii</sup> <b>coté à la Bourse de Madrid (IBEX 35)</b><sup>viii</sup></li> <li>■ <b>FCC:</b> 54% du capital-actions sont détenus par trois investisseurs (dont 6% par Bill Gates) et le reste par d'autres investisseurs.<sup>ix</sup> <b>coté à la Bourse de Madrid (IBEX 35)</b></li> <li>■ <b>OHL:</b> 62% du capital-actions sont détenus par deux investisseurs et le reste par d'autres investisseurs. <b>coté à la Bourse de Madrid</b><sup>x</sup> <b>(IBEX 35)</b></li> </ul>
Royaume-Uni	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>OHL:</b> entreprise espagnole cotée à la Bourse de Londres</li> <li>■ <b>Interserve:</b> Gulf Contracting Company appartient conjointement à Al Darwish United Co. W.L.L. et à Interserve plc Royaume-Uni (49%) - <b>coté à la Bourse de Londres (FTSE 250)</b></li> <li>■ <b>Carillion:</b> coté à la Bourse de Londres</li> </ul>
Canada	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Brookfield Asset Management:</b> 81% des actions sont détenus par Partners Value Split Corp et le reste par d'autres investisseurs<sup>xi</sup> - <b>coté à la Bourse de Toronto (S&amp;P/TSX 60)</b></li> </ul>
Chine	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>China Harbour Engineering Company:</b> appartient à l'entreprise China Communications Construction Company, <b>coté à la Bourse de Hong Kong</b><sup>xii</sup></li> </ul>
Japon	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Obayashi Corporation:</b> coté à la Bourse de Tokyo (Nikkei 225)</li> </ul>
Inde	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Larsen &amp; Toubro:</b> coté à la Bourse nationale (Mumbai)<sup>lxiii</sup></li> </ul>
Italie	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Salini Impregilo:</b> 62% des actions sont détenus par Salini Costruttori et les 38% restants par d'autres actionnaires<sup>lxiv</sup> - <b>coté à la Bourse de Milan</b></li> </ul>
Malaisie	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>WCT Holdings:</b> 8% appartiennent au Malaysia's Employees' Provident Fund, le fonds de prévoyance public pour tous les travailleurs malaisiens; 1% appartient au Norway's Government Pension Fund Global (fonds souverains norvégiens) - <b>coté à la Bourse de Malaisie (Bursa Malaysia)</b></li> <li>■ <b>Eversendai:</b> 7% appartiennent au Malaysia's Employees' Provident Fund, le fonds de prévoyance public pour tous les travailleurs malaisiens; 2% appartiennent au Norway's Government Pension Fund Global (fonds souverains norvégiens) - <b>coté à la Bourse de Malaisie (Bursa Malaysia)</b></li> </ul>

## 4. Du côté des pertes: combien de travailleurs meurent actuellement au Qatar?

---

### Bilan des profits et pertes: ceux qui perdent la vie au Qatar

Des travailleurs migrants meurent et sont victimes d'accidents du travail au Qatar sur les chantiers de construction des infrastructures de la Coupe du monde de la FIFA de 2022. C'est un fait avéré.

En revanche, il est plus difficile de connaître exactement le nombre de décès, d'accidents et de maladies liés au travail, en raison du refus du gouvernement qatari de publier des statistiques ou d'autoriser les enquêtes indépendantes qui permettraient de savoir pourquoi un millier de jeunes travailleurs migrants en bonne santé perdent la vie chaque année au Qatar.

D'autres voix indépendantes sont réduites au silence. La presse locale est très contrôlée et de nombreux journalistes étrangers se voient interdire l'accès aux données. Ceux qui sont autorisés à entrer dans le pays sont étroitement surveillés et leurs déplacements sont contrôlés par les autorités. Au début de l'année, une équipe de la BBC a été harcelée, arrêtée et interrogée au sujet de son reportage au Qatar<sup>lxv</sup>. Des journalistes allemands ont également été arrêtés par les agents de sécurité d'État et retenus au Qatar contre leur volonté pendant plusieurs jours. Leur matériel a été saisi et endommagé, et toutes leurs données effacées<sup>lxvi</sup>.

Dans ces circonstances, comment faire pour connaître la situation des travailleurs migrants? Les statistiques publiées donnent une idée de ce qu'ils endurent, malgré les tentatives du gouvernement du Qatar pour dissimuler la vérité.

**D'ici au coup d'envoi de la Coupe du monde de 2022, plus de 7000 travailleurs migrants pourraient avoir trouvé la mort au Qatar.**

### Qui travaille au Qatar?

Le Qatar est un pays relativement peu peuplé, qui compte à peine plus de 2,4 millions d'habitants<sup>lxvii</sup>, ce qui équivaut à peu près à la population de grandes villes telles que Houston ou Hanoï sans la périphérie.

La population a augmenté de 40 % depuis 2010, selon les chiffres communiqués en octobre 2015 par le ministère de la Planification du développement et des Statistiques. Le gouvernement a refusé d'annoncer officiellement le nombre de citoyen(ne)s qataris. Des données précédemment indiquées par le gouvernement évaluaient la proportion de Qataris à 12 %.

D'après les estimations, près de 90 % de la population du Qatar est étrangère<sup>lxviii</sup>. C'est l'un des rapports migrants/nationaux les plus élevés du monde.

Le nombre de travailleurs/euses migrants recrutés pour travailler au Qatar est estimé à 1,8 million. Le plus grand groupe d'expatriés est représenté par les Indiens, qui seraient plus de 800.000. Il y a environ 700.000 travailleurs népalais, selon les données communiquées par le gouvernement népalais.

Des analyses antérieures sur les statistiques du Qatar indiquent que presque neuf personnes sur dix, parmi les deux millions d'étrangers, sont en âge de travailler<sup>lxix</sup>. Et environ trois quarts de ces migrants en âge de travailler sont des hommes<sup>lxx</sup>, du fait du nombre élevé d'ouvriers dans des secteurs où les hommes ont une présence historiquement prédominante, comme la construction et le transport.

Par ailleurs, le nombre de travailleurs étrangers au Qatar augmente actuellement, afin que le pays puisse honorer les délais des constructions prévues pour la Coupe du monde. La population du Qatar devrait atteindre son plus haut niveau au premier semestre de 2017, au plus fort du besoin de travailleurs pour mener à bien les projets de construction pour la Coupe du monde<sup>lxxi</sup>. Les autorités

évoquent des «dizaines de milliers» de nouveaux travailleurs, les estimations s'élevant à 500.000 ouvriers migrants supplémentaires<sup>lxxii</sup>. Suite à un accord récemment conclu avec le Pakistan, 200.000 travailleurs pakistanais devraient arriver au Qatar au cours des quatre prochaines années<sup>lxxiii</sup>.

## Frais de recrutement demandés aux travailleurs népalais

Il est illégal de faire payer des frais de recrutement aux personnes qui cherchent et trouvent du travail à l'étranger, mais cette pratique continue de précipiter des millions de travailleurs/euses dans la servitude pour dettes.

La CSI a réalisé une étude sur l'industrie du recrutement au Népal. Il existe environ 770 agences de recrutement au Népal, et 760 sont membres de l'Association nationale des agences d'emploi à l'étranger (présidée par Bal Bahadur Tamang).

Deux principaux types de recrutement existent au Népal: le recrutement indirect effectué par une agence située dans le pays destinataire, et le recrutement direct réalisé par le service des ressources humaines de l'entreprise employeuse. Dans le cas du recrutement indirect, l'agent du pays destinataire prélève également une commission, payée par le travailleur ou par l'entreprise employeuse.

La CSI a constaté que des entreprises qui employaient des travailleurs au Qatar exploitaient les migrants en leur imposant des frais de recrutement dans le pays d'origine et, dans certains cas, également au Qatar, ainsi que le billet d'avion, les frais d'assurance et du fonds d'aide sociale, ce qui coûte généralement entre 335 USD et 670 USD environ.

Les frais de recrutement dépendent largement des pratiques de l'entreprise employeuse et du recruteur. Les entreprises qui travaillent au Qatar pourraient choisir d'éliminer la servitude pour dettes de leurs pratiques de recrutement.

Nom	Aardash*
Emploi	Ouvrier
Pays	Népal
Âge	22 ans

«Je suis parti travailler au Qatar en septembre 2014, j'ai versé à l'entreprise 75.000 roupies népalaises (715 USD) pour travailler comme électricien pour un salaire de 1200 riyals qataris (330 USD). Quand je suis arrivé au Qatar, j'étais payé 800 riyals qataris (220 USD) pour un emploi d'ouvrier. J'avais signé un contrat à Katmandou, mais il était différent du contrat qu'on m'a dit de signer quand je suis arrivé à Doha.

Dans le camp de travailleurs, on nous donnait de l'eau seulement de temps en temps, et il fallait acheter le reste. Nous avions une pièce pour six personnes et il y avait 12 salles de bains pour 120 personnes. Il y avait une cuisine pour 20 personnes.

Il y avait un magasin d'alimentation juste devant le camp, et aucun autre magasin dans les environs. Je travaillais dans la chaleur, parfois jusqu'à 49 degrés et il m'arrivait de saigner du nez. On m'autorisait à me reposer un moment mais après il fallait continuer à travailler.

Mes heures supplémentaires n'ont jamais été payées. Un jour au travail je suis tombé et je me suis cassé le bras. L'entreprise n'a pas pris en charge tous les frais médicaux».





▲ Photo: Benjamin Crowe

## Quelles difficultés les travailleurs rencontrent-ils?

Tous les travailleurs/euses migrants sont soumis au système de la *kafala*, c'est-à-dire une forme de parrainage qui s'apparente à de l'esclavage. Dans le cadre de ce système, les travailleurs n'ont pas de liberté syndicale ni de droits de négociation collective, leurs passeports sont confisqués et ils sont, de fait, la propriété de leur employeur<sup>lxxiv</sup>.

Un nombre incalculable d'exemples a été rapporté concernant des employeurs qui déchirent les contrats et paient des salaires nettement inférieurs à ceux que les travailleurs migrants avaient acceptés avant de quitter leur pays d'origine.

### Les travailleurs modèles du Qatar au stade Khalifa<sup>lxxv</sup>

- Salaires **117 USD par semaine**
- Heures de travail  
**13 heures par jour, y compris transport en bus**
- Heures de travail par semaine  
**6 jours x 13 = 78 heures par semaine**
- Taux horaire **1,50 USD de l'heure**

Le consentement de l'employeur est nécessaire pour changer d'emploi, quitter le pays, obtenir le permis de conduire et louer une maison, ce qui a donné lieu à de nombreux cas de travail forcé et de chantage.

Sur les multiples chantiers de construction pour la Coupe du monde et les infrastructures s'y rapportant, les ouvriers migrants travaillent de longues heures chaque jour, six jours par semaine, sous la chaleur extrême du Qatar. Les chantiers du Qatar sont connus pour leur manque de règles de sécurité et pour le gouvernement du pays qui empêche les travailleurs d'être représentés par des syndicats pour protéger leur vie.

Après leur travail, les travailleurs migrants rentrent dans des camps surpeuplés aux conditions d'hygiène déplorables, avec des installations sommaires et un accès limité, voire inexistant, à l'eau potable, sans possibilité d'échapper à la chaleur.

De nombreux quartiers de Doha, inaccessibles aux travailleurs migrants, sont classés «zones familiales», ce qui limite encore la liberté de mouvement des travailleurs. Les zones interdites sont indiquées sur les cartes publiées par le gouvernement du Qatar<sup>lxxvi</sup>.

“ Aux termes de la loi, les «*parrains*» n'ont pas le droit d'héberger des groupes de travailleurs dans les quartiers de centre-ville, ce qui oblige les travailleurs à se loger dans des camps situés dans les zones industrielles et dans d'autres quartiers à l'extérieur de la ville.

Le ministère a précédemment expliqué que la loi ne s'appliquerait qu'aux groupes d'ouvriers masculins du secteur de la construction et des entreprises sous-traitantes qui habitaient dans les logements collectifs tels que les camps de travailleur<sup>lxxvii</sup>. ”

Un fonctionnaire de l'ambassade du Népal, le deuxième secrétaire Harihar Kant Poudel, a déclaré: «De nombreux travailleurs n'ont pas assez à manger et n'ont pas assez d'eau, et ils travaillent sous une forte chaleur toute la journée. Le climat d'ici est très différent de celui de notre pays. Nos ressortissants ne sont pas habitués.»<sup>lxxviii</sup>

## Combien de travailleurs meurent actuellement au Qatar?

Les propres statistiques du gouvernement qatari indiquent qu'environ 1091 travailleurs migrants meurent chaque année au Qatar.

Ce chiffre est calculé à partir des statistiques officielles du Qatar qui révèlent que le taux brut de mortalité des non-Qataris en âge de travailler s'élève à 0,6 pour 1000 travailleurs<sup>boxix</sup>.

Le rapport du Qatar sur la santé de 2013, publié par le Conseil suprême du Qatar pour la santé et rendu public en avril 2015<sup>boxix</sup>, révèle que le taux brut de mortalité des non-Qataris en âge de travailler, c'est-à-dire les travailleurs migrants, s'élève à 0,6 pour 1000. À raison d'une population migrante totale de deux millions de personnes, dont 88 % (soit 1,82 million) sont en âge de travailler, nous obtenons le chiffre de 1091 décès par an.

D'ici au coup d'envoi de la Coupe du monde de 2022, dans sept ans, en tenant compte des nouvelles données, plus de 7000 travailleurs migrants pourraient avoir trouvé la mort au Qatar.

La dernière estimation de la CSI, remontant à septembre 2013, faisait craindre le décès de 4000 travailleurs, d'après les taux de mortalité des travailleurs originaires du Népal et d'Inde. Ce chiffre était malheureusement sous-estimé.

## Analyse: décès de travailleurs migrants et Conseil suprême du Qatar pour la santé

- Octobre 2015: la population du Qatar s'élève à 2,4 millions d'habitants.
- Environ 86% de la population est non qatarie.
- La population non qatarie du Qatar compte approximativement 2.064.000 personnes.
- 88,1% des non-Qataris présents au Qatar sont en âge de travailler (15-64 ans). Par conséquent, à partir du chiffre de 2,1 millions d'étrangers vivant au Qatar, environ 1.818.384 sont des travailleurs migrants.
- Le taux brut de mortalité des non-Qataris en âge de travailler est de 0,6 pour 1000 personnes.
- Il résulte de ces chiffres un nombre de décès de travailleurs migrants de  $1.818.314/1000 \times 0,6 = 1091$  au Qatar chaque année (sur la base du nombre estimé de travailleurs migrants en octobre 2015).



▲ Photo: Benjamin Crowe

## Le Rapport du Qatar sur la santé (2013) souligne les points suivants:

«La population non qatarie ne réside généralement pas au Qatar lorsqu'elle est âgée et fait l'objet d'un dépistage concernant certaines maladies avant d'être autorisée à résider au Qatar».

Et:

«La proportion plus élevée de décès dus à des causes extérieures chez la population non qatarie par rapport à la population qatarie met en évidence le fait que la majorité de la population non qatarie est composée d'hommes qui travaillent dans des secteurs à plus haut risque».

En réaction à la couverture médiatique relative à la mortalité des travailleurs, le gouvernement du Qatar a récemment déclaré qu'il n'y avait eu aucun décès pendant la forte augmentation des constructions réalisées pour la Coupe du monde. Le Qatar a également précisé que les taux de mortalité des différentes nationalités étaient comparables à ceux des mêmes catégories de populations dans leurs pays d'origine, citant le projet de «charge mondiale de morbidité» de l'OMS. Un des auteurs de cette étude, Theo Voss, qui enseigne à l'université de Washington, a confié au *New York Times* que les affirmations du Qatar n'avaient pas de sens, dans la mesure où les chercheurs ne prenaient pas en compte les décès dus à un arrêt cardiaque, considérés comme insuffisamment spécifiques pour décrire la cause réelle du décès. Theo Voss a ajouté que le taux signalé de décès au travail au Qatar semblait assez élevé comparé à celui de pays tels que l'Inde<sup>lxxxix</sup>.

Par rapport à l'ensemble de la population, les travailleurs sont relativement jeunes et le Qatar exige que tous les ouvriers migrants fassent l'objet d'un dépistage médical pour déceler d'éventuelles maladies, blessures ou handicaps préexistants. Les travailleurs porteurs de maladies représentant une cause majeure de mortalité dans leur pays d'origine – telles que la tuberculose et le VIH/sida – se voient refuser l'entrée au Qatar.

Sans statistiques officielles, certains observateurs sont peu disposés à accuser directement le Qatar de mentir. Toutefois, les chiffres obtenus auprès des autorités publiques et d'autres sources d'information jettent un sérieux doute sur les déclarations du Qatar et attirent l'attention sur les contradictions du gouvernement.

Dans un courrier adressé en 2013 à Human Rights Watch, le ministère du Travail du Qatar a précisé qu'il n'y avait «pas eu plus de six décès» depuis 2010.

Or, les données dont disposent les pays d'origine des migrants font état d'un nombre bien plus élevé de décès. En effet, 1993 travailleurs indiens et népalais seraient morts depuis 2010, un chiffre qui a été confirmé officiellement suite aux demandes d'accès à l'information de la part du gouvernement indien et au vu des données publiées par le gouvernement népalais.

## De quoi meurent les travailleurs?

Le *Rapport du Qatar sur la santé (2013)* ne donne pas d'informations détaillées sur les décès et les accidents du travail, mais il indique trois grandes catégories de causes de décès chez les non-Qataris:

- 44,2 % des décès sont dus à des «causes internes» (maladies)
- 22,6 % des décès sont dus à des «causes extérieures» (blessures)
- 33,2 % des décès sont dus à des «causes non classifiées» (aucune cause identifiée)

Les décès liés au travail sont présents dans chacune de ces trois catégories. Le rapport comporte une analyse des causes importantes de mortalité et de morbidité, telles que le cancer et le diabète, mais il ne mentionne pas d'analyse sur la mortalité et la morbidité relatives au travail, alors qu'il identifie ce facteur comme étant un problème.

Les données figurant dans le Rapport du Qatar sur la santé de 2012 indiquent un nombre annuel approximatif de décès de travailleurs migrants et leurs causes. Ces chiffres officiels peuvent être ventilés comme suit<sup>lxxxix</sup>:

- 420 décès soit 37,5 % sont dus à des causes inconnues
- 449 décès soit 39,7 % sont dus à des «causes internes» telles que les maladies liées au travail, en particulier les effets de la déshydratation en raison de la chaleur extrême sur les chantiers et la nuit dans les camps de travailleurs
- 258 décès soit 22,8 % sont dus à des «causes extérieures» telles que les accidents sur les chantiers, notamment les chutes, les chocs provoqués par des objets ou des véhicules, les accidents directement liés au travail et impliquant des piétons

Il convient de noter que le pourcentage de causes inconnues est sans doute plus élevé que le nombre indiqué,



étant donné que la loi du Qatar interdit les autopsies, sauf en cas de suspicion de meurtre ou si une pression suffisante est exercée. Et quand une autopsie parvient à être réalisée, les examens ne sont pas toujours correctement effectués<sup>lxxxiii</sup>.

Il est difficile d'analyser de manière plus approfondie les chiffres relatifs aux «causes internes» compte tenu de la pression à laquelle recourt le gouvernement du Qatar pour minimiser les dangers du travail.

Le gouvernement du Qatar a déclaré publiquement que le nombre de décès de migrants népalais plutôt jeunes suite à des arrêts cardiaques était inférieur au taux global enregistré au Népal.

Cependant, le Qatar exige que tous les ouvriers migrants passent des examens médicaux avant leur départ dans des centres de soins agréés dans leur pays d'origine<sup>lxxxiv</sup>.

Il est donc inexact et trompeur, compte tenu de l'âge des travailleurs et de leur santé, de les comparer à l'ensemble de la population de leur pays d'origine. C'est ce que défendent des spécialistes comme l'expert en santé publique Martin McKee, qui enseigne à l'École d'hygiène et de médecine tropicale de Londres<sup>lxxxv</sup>.

«Il est tout aussi trompeur de comparer la population népalaise vivant au Qatar et composée très largement d'hommes jeunes, à l'ensemble de la population du Népal, notamment parce que seuls ceux qui sont en bonne santé vont travailler au Qatar», explique Martin McKee dans la rubrique Fact Check de la chaîne britannique Channel 4.

Fact Check a précisé que Martin McKee estimait qu'il y avait environ 12 décès par crise cardiaque soudaine pour 100.000 jeunes hommes népalais dans leur pays – un chiffre nettement moins élevé que les 100 décès signalés au Qatar par l'ambassade du Népal.

Ces chiffres anormalement élevés s'expliquent par le fait que des employeurs sans scrupules font passer des décès survenus au travail pour des arrêts cardiaques afin de ne pas avoir à payer d'assurances. Par ailleurs, de longues heures de travail à des températures extrêmes peuvent également être à l'origine de problèmes de circulation sanguine et de cœur<sup>lxxxvi</sup>. Le Qatar interdit le travail aux heures les plus chaudes (de 11h30 à 15h00 du 15 juillet au 31 août), mais le reste du temps les travailleurs doivent tout de même endurer des températures supérieures à 40°C.

Le deuxième secrétaire de l'ambassade du Népal, Harihar Kant Poudel, a confirmé que certains décès étaient jugés comme étant dus à des problèmes cardiaques pour dissimuler des accidents de travail sur les chantiers.

«Dans certains cas, nous avons soupçonné l'existence d'un accord passé entre le médecin et l'entreprise, dans le cadre duquel le médecin établit un faux rapport indiquant que le travailleur a succombé à un arrêt cardiaque – c'est plus facile pour une entreprise de dire que le travailleur est mort suite à un problème cardiaque»<sup>lxxxvii</sup>.

C'est également ce qu'indique la comparaison entre le nombre de décès dus à des problèmes cardiaques au Qatar et les données relevées en Malaisie, la première destination des travailleurs népalais. Un rapport de 2013 montre que sur 253 décès de travailleurs népalais en Malaisie, seuls 24 étaient liés à un problème cardiaque<sup>lxxxviii</sup>, alors que 85 décès ont été recensés pour cause de problème cardiaque sur un total de 151 décès au Qatar, selon les informations disponibles.

Les syndicats ont exhorté le gouvernement à mener des enquêtes indépendantes sur la mort des travailleurs migrants suite à un arrêt cardiaque, et à réaliser des autopsies sur tous les travailleurs migrants décédés au Qatar.

Les accidents de la route sont une autre cause majeure de décès. Il appartient à l'employeur d'assurer le transport entre les chantiers et les camps de travailleurs, et les travailleurs migrants ont rarement accès à d'autres moyens de transport. À titre d'exemple, 11 travailleurs migrants ont été blessés lorsque les deux camions dans lesquels ils circulaient se sont percutés<sup>lxxxix</sup>.

Le Qatar détient l'un des plus mauvais chiffres du monde en matière de sécurité routière; 27 % des accidents mortels concernent des piétons, et 92 % de ces piétons sont des travailleurs migrants.<sup>xc</sup>

## Travailleurs indiens au Qatar<sup>xcii</sup>

Plaintes liées au travail janvier-septembre 2015	3117
Nombre de travailleurs dans des centres de rétention	203
Nombre de travailleurs en prison	98
Nombre de décès janvier-septembre 2015	209
Nombre de décès janvier-septembre 2014	279

Données communiquées par l'ambassade indienne au Qatar en septembre 2015

## Travailleurs népalais au Qatar

Nombre d'hommes travaillant au Qatar	690.329
Nombre de femmes travaillant au Qatar	5907
Nombre d'entreprises inscrites pour employer des travailleurs au Qatar	50.195

Données communiquées par le gouvernement du Népal

## 5. Les entreprises et l'État de droit

---

Les migrant(e)s venus travailler au Qatar sont exposés au travail forcé. Ces dernières années, de multiples sources, qu'il s'agisse de l'OIT ou d'autres agences des Nations Unies, d'organisations de défense des droits humains, de journalistes, ou même de DLA Piper (le cabinet juridique retenu par le gouvernement du Qatar pour répondre aux critiques), ont toutes fait part de leur profonde préoccupation à l'égard des lois et des pratiques relatives au travail au Qatar. Les travailleurs/euses migrants doivent obtenir un permis de sortie de la part de leur employeur pour quitter le pays; les travailleurs ne peuvent pas changer d'employeur sans l'autorisation de leur employeur (les exceptions prévues dans la loi ne sont presque jamais appliquées); les travailleurs doivent payer des frais de recrutement exorbitants dans leur pays d'origine pour obtenir un visa (le parrain qatari est au courant, bien souvent); les travailleurs sont victimes de fausses promesses en termes de salaire et de conditions de travail, le but étant de les inciter à partir au Qatar; les passeports des travailleurs sont confisqués; les travailleurs se heurtent à de considérables obstacles pour accéder à la justice lorsque leurs droits sont bafoués. Les travailleurs migrants se voient refuser le droit à la liberté syndicale, notamment le droit de créer ou d'adhérer à un syndicat, ce qui les rend encore plus vulnérables au risque d'être soumis au travail forcé.

En 2013, la CSI et l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB) ont déposé une demande auprès de l'OIT pour violation de la Convention n°29 sur le travail forcé. En mars 2014, un comité spécial formé par le Conseil d'administration de l'OIT a statué sur cette demande, constatant que le Qatar avait enfreint la convention. Le comité a recommandé des réformes radicales, avec l'explication suivante: «Il apparaît au comité que certains travailleurs migrants vivant dans le pays se retrouvent dans des situations interdites par la Convention... En conclusion, le comité considère que le gouvernement doit prendre des mesures plus rigoureuses pour s'acquitter de ses obligations au titre de l'article 1 de la Convention concernant l'élimination effective du recours au travail forcé sous toutes ses formes».

En février 2015, le rapport annuel de la Commission d'experts de l'OIT a prié instamment le gouvernement du Qatar de prendre des mesures pour lutter contre le travail

forcé: «La Commission veut croire que la nouvelle législation applicable aux travailleurs migrants sera adoptée prochainement et qu'elle sera rédigée de manière à leur assurer la pleine jouissance de leurs droits au travail et à les protéger contre toute forme d'exploitation relevant du travail forcé». La Commission d'experts a également noté que, malgré certains efforts, les migrants éprouvaient toujours des difficultés pour accéder à la justice, et elle a exhorté le gouvernement à «continuer à prendre des mesures pour renforcer la capacité de ces travailleurs afin que, dans la pratique, ils puissent s'adresser aux autorités compétentes et obtenir réparation en cas de violation de leurs droits ou d'abus sans crainte de représailles». La Commission a par ailleurs fait part de son inquiétude au sujet du nombre important de travailleurs migrants victimes de mauvais traitements et, inversement, du nombre très faible de personnes accusées de ces violations: «Rappelant que l'absence de sanctions infligées aux personnes qui imposent du travail forcé crée un climat d'impunité propice à la perpétuation de ces pratiques, la Commission exprime le ferme espoir que le gouvernement prendra toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que (...) des sanctions efficaces et dissuasives sont effectivement appliquées aux personnes qui imposent du travail forcé».

En juin 2015, la Commission de l'application des normes a rendu plusieurs conclusions très importantes pour demander instamment au gouvernement du Qatar, entre autres, de «supprimer le système de parrainage et le remplacer par un permis de travail permettant au travailleur de changer d'employeur» et «d'œuvrer en faveur de la suppression du système de visa de sortie dans les plus brefs délais; dans l'intervalle, octroyer les visas de plein droit».

Presque deux ans après la demande soumise par la CSI et l'IBB, peu de choses ont changé. Le gouvernement du Qatar déclare avoir engagé des inspecteurs du travail supplémentaires, mais aucun élément probant ne donne à penser que cela ait permis de mettre un terme au travail forcé. Fin 2015, le gouvernement a annoncé des réformes juridiques aux lois de parrainage, mais elles n'offrent pas de solution aux préoccupations des travailleurs. En outre, il faudra attendre encore une année avant que les changements annoncés soient mis en place.



▲ Photo: Benjamin Crowe

Compte tenu des constatations de l'OIT et d'autres organisations, il est inconcevable qu'une entreprise multinationale exerçant une activité au Qatar n'ait pas connaissance des risques substantiels qu'implique la violation des droits des travailleurs, non seulement en ce qui concerne le travail forcé mais aussi le non-respect du droit national et international portant sur le paiement des salaires, les heures de travail, la santé et la sécurité, ainsi que la liberté syndicale. De nombreuses entreprises qui ont signé des contrats pour réaliser des projets de construction au Qatar sont établies dans des pays membres de l'OCDE, notamment aux États-Unis et en Europe. Ces entreprises ont donc la responsabilité, au titre des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, de respecter les droits des travailleurs – pas uniquement les droits des travailleurs qu'elles emploient directement, mais aussi ceux de leurs sous-traitants et d'autres entreprises.

Les Principes directeurs de l'OCDE stipulent que les entreprises multinationales devraient «éviter d'être la cause d'incidences négatives sur les droits de l'homme ou d'y contribuer, et parer à ces incidences lorsqu'elles surviennent» et «s'efforcer de prévenir et d'atténuer les incidences négatives sur les droits de l'homme directement liées à leurs activités (...) même si elles ne contribuent pas à ces incidences». Dans cette perspective, les entreprises multinationales devraient exercer leur diligence raison-

nable en matière de droits de l'homme, ce qui implique «d'évaluer les incidences réelles et potentielles sur les droits de l'homme, d'intégrer les résultats et d'engager des actions correspondantes, de suivre les réponses et de faire connaître les mesures prises pour parer aux incidences». Les employeurs doivent non seulement respecter les droits fondamentaux du travail, tels que le droit de ne pas être soumis au travail forcé ou obligatoire, le droit à la liberté syndicale et à la négociation collective, mais ils doivent aussi verser des salaires suffisants et garantir la santé et la sécurité au travail. Par conséquent, chaque entreprise exerçant actuellement une activité au Qatar agit probablement en violation des Principes directeurs de l'OCDE et pourrait faire l'objet d'une plainte auprès du Point de contact national.

Les Principes directeurs de l'OCDE ne sont pas les seules règles applicables aux entreprises. Les entreprises multinationales peuvent également être poursuivies au titre de la législation nationale dans les tribunaux de leur pays pour leurs agissements au Qatar. Aux États-Unis, par exemple, des sociétés ont été poursuivies pour travail forcé à l'étranger, dans le cadre de l'*Alien Tort Statute* (loi sur les délits civils contre les étrangers – ATS) et du *Trafficking Victims Protection Reauthorization Act* (loi sur la protection des victimes de la traite d'êtres humains – TVPRA). Plus récemment, une action en justice a été intentée contre Nestlé en vertu de l'ATS au motif



que Nestlé avait acheté son cacao en Côte d'Ivoire, où il avait été récolté par des enfants soumis au travail forcé. La plainte est toujours en instance au tribunal. Dans les années 1990, Unocal a été poursuivi dans le cadre de l'ATS parce que sa coentreprise Myanmar Oil and Gas (appartenant à la junte militaire) avait recouru au travail forcé pour construire un gazoduc. Toutefois, les tribunaux sont divisés au sujet de la responsabilité des entreprises vis-à-vis des violations des droits humains commises au titre de l'ATS. En 2014, la Cour suprême des États-Unis a cherché à limiter la portée extraterritoriale de la loi en se déclarant incompétente dans le cas où les éléments prouvant la violation se trouvaient entièrement en dehors des États-Unis. Les parties requérantes doivent désormais prouver que la violation «touche et concerne» les États-Unis.

Par ailleurs, certaines entreprises ont été poursuivies aux États-Unis dans le cadre de la TVPRA, ce qui offre une autre possibilité aux victimes de déposer une plainte. La TVPRA a été adoptée pour lutter contre le travail forcé et la traite à des fins d'exploitation sexuelle, et elle prévoit un recours civil permettant aux victimes du travail forcé d'engager une procédure civile contre les auteurs de la traite d'êtres humains auprès d'un tribunal fédéral de district. La TVPRA déclare responsable toute personne qui, «en connaissance de cause, recrute, héberge, transporte, remet, ou obtient, par quelque moyen que ce soit, toute personne à des fins de travail ou de services contraires au présent chapitre». En 2008, des familles de travailleurs népalais ont poursuivi Kellogg Brown and Root Inc. au titre de la TVPRA, invoquant qu'en 2004, les travailleurs avaient été forcés de travailler pour l'Irak, où ils avaient ensuite été exécutés par des insurgés irakiens. En 2014, le tribunal a rejeté l'action, indiquant que la loi ne pouvait pas être appliquée rétroactivement pour des faits survenus avant 2008; toutefois, la loi reste applicable pour les plaintes constituées après 2008.

Les États-Unis ne sont pas le seul pays où il est possible de déposer des réclamations. En 2015, l'ONG française Sherpa a déposé une plainte conjointement avec les parties poursuivantes afin d'ouvrir une enquête pour savoir si l'entreprise française Vinci Construction, et sa filiale qatarie, QDVC, recouraient au travail forcé, à l'esclavage et à la dissimulation sur ses chantiers de construction au Qatar. Vinci a remporté plusieurs contrats au Qatar, notamment pour construire des infrastructures en prévision de la Coupe du monde, telles qu'un système de tramway et de métro. En avril, le gouvernement a annoncé qu'il y avait suffisamment de preuves pour ouvrir une enquête préliminaire. L'enquête prendra plusieurs mois, et pourra ultérieurement aboutir à une enquête officielle contre l'entreprise. Vinci a rejeté les réclamations et menacé de poursuivre Sherpa pour diffamation. Au Royaume-Uni, des avocats se préparent, dans l'éventualité où ils recevraient des réclamations dans le cadre de la common law

britannique en matière de responsabilité délictuelle. L'entreprise britannique de construction Carillion a conclu des contrats de construction au Qatar et aux Émirats arabes unis.

## La nouvelle législation du Qatar: un pas en arrière pour les travailleurs

### Loi 21 de 2015: la nouvelle kafala du Qatar

*L'article 16 dispose clairement que les migrant(e)s qui travaillent au Qatar «n'agissent pas en contradiction de ce pour quoi ils ont été embauchés, de même qu'ils ne peuvent pas quitter leur emploi pour d'autres recruteurs, ni décider de travailler pour d'autres entités pour lesquelles ils n'ont pas été autorisés à travailler». Toute infraction à cette loi est passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans, ou d'une amende pouvant atteindre 50.000 QAR (13.738 USD), ou des deux.*

- Quelles que soient ses difficultés – mauvais traitements, conditions de travail insupportables, logements sordides ou salaires impayés – un travailleur/euse n'a pas la liberté de changer de situation. Cette loi ne prévoit pas d'exceptions.
- Les travailleurs sont maltraités ou exploités au travail, sans possibilité de changer d'emploi.
- Les travailleurs sont toujours liés à l'employeur, pour toute la durée du contrat.
- Il n'y a pas de limite de temps spécifiée dans les contrats à durée déterminée et, dans le cas des contrats à durée indéterminée, le travailleur ne peut pas changer d'emploi pendant les cinq premières années du contrat sans la permission de son employeur et du ministère de l'Intérieur. Là aussi, la loi ne prévoit pas d'exemptions.
- Pendant toute la durée de leur contrat de travail (jusqu'à cinq ans), les travailleurs ne peuvent pas changer d'employeur sans la permission de leur employeur et du gouvernement. À l'expiration du contrat, ou au terme de cinq ans dans le cas des contrats à durée indéterminée, le travailleur doit toujours obtenir la permission du gouvernement pour changer d'employeur.
- Pendant toute la durée du contrat, un travailleur peut obtenir un transfert temporaire chez un autre employeur s'il a intenté une action en justice contre son recruteur, «s'il a été établi que le recruteur a fait preuve de traitement arbitraire» ou si le «changement d'emploi permet de mieux servir l'intérêt public».

- Toutefois, même dans ces conditions, un transfert n'est pas un droit. Le ministère de l'Intérieur et le ministère du Travail ont toujours le pouvoir discrétionnaire absolu d'autoriser ou non le transfert. Par ailleurs, il a été largement démontré que les travailleurs migrants se heurtent à de nombreux obstacles pour accéder au système judiciaire; il leur est donc très difficile d'engager des poursuites pour échapper à une situation de mauvais traitements au travail.
- Les employeurs peuvent «prêter» un travailleur à un autre employeur sans le consentement du travailleur pendant une période maximum d'un an, avec l'autorisation du ministère de l'Intérieur. La loi ne prévoit pas de limites quant aux conditions d'emploi ou à la nature du travail qui peut être demandé au travailleur pendant cette période.
- En juin 2015, la Commission de l'application des normes de l'OIT a appelé le gouvernement du Qatar à «supprimer le système de parrainage, ce qui inclut également la suppression du certificat de 'non-objection'». Cette «réforme» ne permet pas vraiment d'éliminer le contrôle excessif que l'employeur et le gouvernement exercent sur les travailleurs, ce qui signifie qu'ils vont sans doute être encore nombreux à travailler dans des conditions abusives.

*L'article 22 prévoit que le ministre de l'Intérieur autorise un travailleur à changer d'emploi temporairement en cas d'action en justice en instance entre le travailleur et le recruteur, et si le ministère du Travail l'approuve également.*

- Il n'y a pas de tribunal du travail à proprement parler. À moins que le travailleur migrant réussisse à accéder au système juridique et aux tribunaux qataris inefficaces, qui n'offrent pas d'aide juridictionnelle et où tous les documents sont en arabe, il n'a pas la moindre possibilité de demander l'intervention du ministre.
- Il s'agit de traite d'êtres humains à des fins de travail forcé, avec la complicité du gouvernement, sans contrat de travail pour les travailleurs qui peuvent être «prêtés» à un autre employeur pendant un an.



▲ Photo: Benjamin Crowe

*L'article 7 de la loi 21 stipule qu'un travailleur ne demande plus directement à l'autorité compétente du gouvernement la permission de quitter le pays, mais l'employeur peut toujours s'opposer à l'octroi d'un permis de sortie au travailleur.*

- Les permis de sortie existent toujours.
- L'employeur a toujours le droit de contester le visa de sortie. Dans ce cas, le travailleur peut recourir à un comité de réclamation agréé par le gouvernement, mais la loi ne donne pas d'indications sur le processus de recours ni sur les raisons pour lesquelles un employeur peut contester le visa de sortie.
- En juin 2015, la Commission de l'application des normes de l'OIT a appelé le gouvernement du Qatar à «œuvrer en faveur de la suppression du système de visa de sortie dans les plus brefs délais; dans l'intervalle, [d']octroyer les visas de plein droit». La loi 21 en est très loin.

Rien n'a changé pour les travailleurs migrants. Le Qatar est toujours un État esclavagiste.

## 6. Témoignages recueillis par la CSI en 2015

### 1. Santé et sécurité

<b>Emploi</b>	<b>Maintenance</b>
<b>Secteur</b>	<b>Pétrole et gaz</b>
<b>Nom</b>	<b>Jitender Singh Khalsa</b>
<b>Pays</b>	<b>Inde</b>

Jitender Singh Khalsa était originaire d'Inde et travaillait en tant qu'assistant de maintenance pour l'entrepreneur qatari Qcon dans le secteur du pétrole, du gaz et de l'électricité.

Le décès de M. Khalsa a été signalé en novembre 2013, mais l'entreprise a dissimulé la cause de sa mort.

Qcon affirme que M. Khalsa a été retrouvé mort des suites d'une insuffisance cardiaque et respiratoire à l'aéroport international de Doha. Toutefois, il est indiqué à cinq reprises à l'hôpital de Doha qu'il a été transporté en ambulance depuis le site de Qcon.

Le premier certificat de décès fourni par l'hôpital signale

que la cause de la mort de M. Khalsa était liée au sulfure d'hydrogène, un composé chimique très toxique extrait du gaz naturel auquel il était exposé sur son lieu de travail.

Lorsque sa famille a commencé à se renseigner, l'hôpital a délivré un deuxième certificat de décès indiquant que M. Khalsa avait succombé à une insuffisance respiratoire pendant qu'il se trouvait à l'aéroport.

Le frère de M. Khalsa, Dilip Khalsa, s'est tourné vers les autorités indiennes de Doha et vers le bureau du Premier ministre, en vain. Il a demandé une autopsie et un rapport de police avant que le corps de son frère soit rapatrié en Inde.

### 2. Griefs

<b>Emploi</b>	<b>Assistant magasinier</b>
<b>Secteur</b>	<b>Fournitures pour entreprises de construction</b>
<b>Nom</b>	<b>Danilo*</b>
<b>Pays</b>	<b>Philippines</b>

Le travailleur philippin Danilo a travaillé comme assistant magasinier pour l'entreprise Electro-Trade, à Doha, entre 2009 et juillet 2013.

Electro-Trade a mis fin au contrat de Danilo en l'accusant de négligence lors de la livraison de marchandises. Son visa expirait en février 2014 mais l'entreprise a annulé son visa au moment de son licenciement.

Son parrain, qui était en possession de son passeport, l'a remis à la police en disant que Danilo était en fuite, alors

que la police savait où il se trouvait et qu'il était toujours en contact avec ses anciens responsables.

Danilo ne pouvait pas chercher de nouvel emploi parce qu'il n'avait pas son passeport ni de «certificat de non-objection».

Il ne pouvait pas non plus quitter le pays en raison d'un emprunt bancaire en cours. Aux Philippines, la femme de Danilo et leurs quatre enfants dépendent financièrement de lui.

### 3. Recrutement frauduleux

<b>Emploi</b>	<b>Directeur général</b>
<b>Secteur</b>	<b>Fournitures pour entreprises de construction</b>
<b>Nom</b>	<b>Rimi*</b>
<b>Pays</b>	<b>Bangladesh</b>

Rimi est directeur général d'une entreprise qatarie.

Il embauche des travailleurs par l'intermédiaire d'agences de recrutement du Bangladesh qui auraient demandé 6000 USD de frais de recrutement aux travailleurs, à partager entre Rimi et l'agence de recrutement.

À leur arrivée au Qatar, les travailleurs nouvellement em-

bauchés gagnent 1200 QAR (330 USD) par mois, ce qui est loin d'être suffisant pour rembourser les emprunts qu'ils ont contractés pour payer les frais de recrutement.

Cette entreprise qatarie appartient à un célèbre cheik qui a connaissance de l'extorsion mais refuse de changer la politique de recrutement de sa société pour les travailleurs migrants.

### 4. Kafala

<b>Emploi</b>	<b>Ingénieur en génie civil</b>
<b>Secteur</b>	<b>Production industrielle</b>
<b>Nom</b>	<b>Asim*</b>
<b>Pays</b>	<b>Égypte</b>

Asim vit au Qatar depuis 1983. Sa femme, ses enfants et ses parents vivent également au Qatar.

Il a travaillé pendant près de quatre ans pour une entreprise qatarie, qui détient une participation au sein de 23 entreprises dans les secteurs de la production industrielle et de l'immobilier.

Asim est ingénieur en génie civil de métier, mais il a dû occuper à plusieurs reprises des emplois qui ne correspondaient pas du tout à son contrat de travail.

Son contrat a été résilié lorsqu'il s'est plaint d'avoir à accomplir sans son consentement deux missions qui ne figuraient pas sur son contrat de travail et sans rémunération

supplémentaire.

L'entreprise lui doit son indemnité de licenciement et un mois de salaire mais refuse de le payer tant qu'il n'a pas quitté le pays. Elle refuse également de lui remettre le «certificat de non-objection», ce qui l'empêche de chercher du travail chez un autre employeur, en dépit de son statut de travailleur local et bien que l'entreprise n'ait jamais eu à prendre en charge les frais administratifs de son visa.

Aujourd'hui, Asim ne peut pas quitter le Qatar parce qu'il a un emprunt bancaire à rembourser.

Il s'est tourné vers le tribunal du travail et le Comité national des droits humains, sans résultat pour l'instant.

### 5. Permis de sortie refusé

<b>Emploi</b>	<b>Directeur financier et administratif</b>
<b>Secteur</b>	<b>Hôtellerie</b>
<b>Nom</b>	<b>Milan*</b>
<b>Pays</b>	<b>Royaume-Uni</b>

Milan travaille au Qatar depuis 2009 en tant que directeur financier et administratif.

Son contrat de travail a été renouvelé automatiquement tous les ans par le service des ressources humaines de l'entreprise. Mais en avril 2014 il a été interpellé à l'aéroport de Doha et n'a pas été autorisé à quitter le pays parce que son visa de sortie avait expiré, sa société ne l'ayant pas renouvelé.

Milan a demandé au service des ressources humaines de

renouveler son visa afin qu'il puisse quitter le Qatar et se rendre dans sa famille pour cause d'urgence médicale.

L'entreprise a dit qu'il ne pouvait obtenir un visa de sortie que sur présentation d'un certificat médical du membre de la famille concerné.

Estimant être injustement traité, Milan a demandé un «certificat de non-objection» pour changer d'emploi mais l'entreprise ne lui a pas répondu.



## 6. Salaires

<b>Emploi</b>	<b>Commercial</b>
<b>Secteur</b>	<b>Fournitures pour entreprises de construction</b>
<b>Nom</b>	<b>Ashvin*</b>
<b>Pays</b>	<b>Inde</b>

Originaire d'Inde, Ashvin est arrivé au Qatar en janvier 2013 pour travailler dans une société qatarie d'approvisionnement en eau.

Pour travailler au Qatar, il avait un visa de travail, qui lui avait été fourni par le service de conseil international de Doha, son «parrain».

En novembre 2013, l'entreprise a fourni à Ashvin des documents d'identité qataris, mais elle a refusé de lui établir un contrat de travail.

Il a gagné 3500 QAR (961 USD) par mois entre janvier et mai avant de passer à 4000 QAR (1098 USD) à partir de juin. Mais ses salaires étaient continuellement différés.

Ashvin a pris ses congés annuels en avril 2014 pour assister au mariage de sa sœur en Inde. Son salaire a de nouveau été reporté mais le directeur général lui a promis de le payer dans la semaine – une promesse qui n'a pas été tenue. Un mois plus tard, il a reçu 6070 QAR (1667 USD) mais son employeur ne répondait pas à ses appels.

À son retour au Qatar au mois de juin, il a donné sa démission. La direction a promis de lui verser les salaires en attente, d'un montant de 20.122 QAR (5528 USD) et de lui fournir un «certificat de non-objection» dans la semaine pour lui permettre de changer d'employeur.

Or, une nouvelle fois la direction n'a pas tenu parole, et Ashvin a déposé une plainte au tribunal du travail.

L'entreprise a alors proposé de lui verser 19.600 QAR (5385 USD) d'arriérés de salaire et de lui donner un certificat de non-objection. Le voyage retour en Inde n'était pas compris. Ashvin a accepté cette offre mais l'entreprise n'a jamais payé la somme promise.

Ashvin est retourné au tribunal du travail, qui lui a annoncé qu'il ne serait pas payé avant octobre 2014, ce qui le laissait dans l'impossibilité de subvenir à ses besoins, ou de repartir en Inde.

## 7. Contrats frauduleux

<b>Emploi</b>	<b>Ouvrier</b>
<b>Secteur</b>	<b>Fournitures pour entreprises de construction</b>
<b>Nom</b>	<b>Michael*</b>
<b>Pays</b>	<b>Ouganda</b>

Le ressortissant ougandais Michael est arrivé au Qatar en décembre 2013 avec un groupe d'autres travailleurs, tous embauchés par l'agence de recrutement Alsaco International, qui diffusait des annonces à la télévision et à la radio en Ouganda au sujet d'emplois bien rémunérés au Qatar.

Les dirigeants d'Alsaco ont été accusés d'escroquerie pour avoir demandé aux travailleurs de payer des frais médicaux et des frais de voyage.

Michael travaille désormais pour une entreprise au Qatar où il gagne un salaire de base de 600 QAR (164 USD) et 300 QAR (82 USD) de primes, soit un total de 900 QAR (256 USD).

Il vit dans un camp de travailleurs, dans de mauvaises conditions d'hygiène.

Une semaine après leur arrivée, les travailleurs ont demandé un entretien avec le directeur général; ce dernier leur a promis des changements, mais ils n'ont jamais été mis en œuvre.

Michael craint de mettre leur vie en danger s'ils se plaignent au tribunal du travail.

Certains de ses compagnons ont «réagi» et ont été conduits au commissariat de police, après quoi ils ont été expulsés sans percevoir leur salaire.

Il n'y a pas d'ambassade d'Ouganda au Qatar vers laquelle Michael aurait pu se tourner. Son employeur détenait son passeport et il n'avait pas d'exemplaire de son contrat de travail.

Selon ses propres termes, «c'était une grave erreur de venir ici... nos familles souffrent dans notre pays, on ne peut pas leur envoyer assez d'argent, on n'arrive pas à mettre de l'argent de côté, on mange mal [...] on perd du poids, on tombe malade, on est un peu plus faible chaque jour et certains se sont convertis à l'islam parce qu'ici les Arabes apprécient beaucoup les nouveaux convertis... ils se convertissent pour survivre grâce aux repas qui sont servis gratuitement le vendredi dans les grandes mosquées».

L'entreprise n'a fourni aucun certificat de non-objection aux travailleurs et Michael demande à la CSI de l'aider à émigrer vers un autre pays où les conditions de travail sont meilleures.

## 8. Système juridique discriminatoire

**Emploi** agent de sécurité incendie  
**Secteur** Sécurité  
**Nom** Eric\*  
**Pays** Cameroun

Eric a travaillé un an au Qatar en tant qu'agent de sécurité incendie pour un sous-traitant d'une grande entreprise de pétrole et de gaz.

Après avoir signalé au tribunal du travail que son employeur ne lui avait pas donné l'augmentation promise, l'entreprise a déclaré qu'Eric était en fuite.

En octobre 2013, il a été arrêté et conduit, menottes aux poignets, au centre de rétention, où il a vécu dans des conditions inhumaines.

Les fenêtres ne s'ouvraient pas, il n'y avait pas de ventilation, pas de couvertures, et les toilettes ne fonctionnaient pas. Il y avait une épicerie mais tout le monde n'avait pas les moyens de s'acheter à manger. Les visites étaient autorisées une fois par semaine mais les visiteurs n'avaient pas le droit d'apporter de la nourriture.

À l'issue de son procès, il a été jugé non coupable d'avoir pris la fuite et après sa libération il a déposé une plainte auprès du tribunal du travail pour percevoir le salaire qui lui était dû et obtenir un billet de retour dans son pays.

Après six mois de bureaucratie, Eric a de nouveau été arrêté et emmené à la prison Rayyan, où il a passé deux mois avant d'être renvoyé au centre de rétention.

Il devait ensuite assister à une audition en mars, mais la police ne l'a pas emmené au tribunal. Une autre audition a été fixée au moins d'avril mais la police a une nouvelle fois refusé de l'y conduire.

Eric a proposé de retirer sa plainte au tribunal du travail à condition qu'il soit immédiatement expulsé. Le lendemain, on lui a donné un billet d'avion et un peu d'argent et fin avril, il a été emmené à l'aéroport. Une fois arrivé, il a constaté que le vol était à destination du Nigéria et non du Cameroun.

Après un autre séjour au centre de rétention, il a enfin obtenu un billet d'avion pour rentrer dans son pays, en mai.

Tout au long de cette épreuve, il n'a pas pu soutenir sa famille, ses enfants n'ont pas pu aller à l'école pendant six mois et sa mère de 65 ans a été contrainte de reprendre un travail manuel.

## 9. Arrestations et détentions

**Emploi** Vendeur  
**Secteur** Commerce de détail  
**Nom** Supun\*  
**Pays** Sri Lanka

Le ressortissant sri lankais Supun travaillait dans magasin international bien connu au centre commercial Al Khor lorsqu'il a été accusé d'avoir volé de l'argent dans la caisse enregistreuse, en octobre 2013.

Il a été mis à pied et son responsable lui a demandé d'aller au commissariat de police d'Al Khor pour obtenir un certificat de contrôle.

Au commissariat, il a déposé sa déclaration puis il a été arrêté.

Pendant son incarcération, il affirme avoir été torturé par cinq policiers qui lui ont donné des coups de poing et de pied à tour de rôle.

Les policiers voulaient qu'il avoue le vol de 12,00 QAR dans la caisse enregistreuse. Supun a refusé d'avouer et il a signalé que les policiers l'avaient menacé de lui arracher les ongles avec des pinces, avant de commencer à lui administrer des décharges électriques.

Après environ une heure, selon lui, il a été placé à l'isolement.

Le lendemain, trois policiers ont continué à le frapper, jusqu'à ce que l'un d'eux sorte son arme en le menaçant de lui tirer dessus s'il n'avouait pas.

Il a ensuite été transféré à la prison Umm Salal, d'où il n'a cessé de clamer son innocence.

Certains de ses amis ont rassemblé suffisamment d'argent pour payer un avocat, qui a défendu Supun le 31 décembre 2013, à l'appui de la vidéo d'une caméra de surveillance du magasin.

La police n'avait pas mené d'enquête officielle, la maison de Supun n'avait pas été perquisitionnée et personne ne lui avait demandé ses relevés bancaires.

Le juge l'a déclaré non coupable et Supun a demandé à être expulsé.

## 10. Expulsion

**Emploi**      **Infirmier**  
**Secteur**    **Médical**  
**Nom**        **Bheka\***  
**Pays**       **Afrique du Sud**

Le Sud-africain Bheka a été embauché par le centre médical Hamad Medical Corporation en 2004.

D'après Bheka, un de ses responsables ne l'appréciait pas et son contrat a été résilié en 2008. Son passeport a immédiatement été envoyé à la brigade criminelle et Bheka a été déclaré être en fuite.

La police l'a arrêté à un poste de contrôle parce qu'il devait rembourser des dettes correspondant aux dépenses effectuées par carte de crédit. Il a été emprisonné de janvier à avril 2014 pour ces dettes avant d'être transféré au centre de rétention du Qatar.

Bheka y est resté jusqu'en septembre, sans recours juridique. Les autorités prétendaient qu'il ne pouvait pas quitter le Qatar en raison des réclamations financières en cours, mais Bheka n'a jamais été ni accusé ni informé d'autres charges retenues contre lui.

Les conditions de vie au centre de rétention sont inhumaines: des hommes sont entassés dans une pièce avec

11 lits superposés, sans draps, et il y a parfois tellement de monde que les gens sont obligés de dormir par terre.

L'an passé, un homme s'est suicidé dans la baignoire après avoir passé 17 mois au centre sans la moindre perspective de libération. Les personnes incarcérées dans ce centre signalent être fréquemment frappées avec violence et faire l'objet de harcèlement verbal.

En septembre 2014, cinq personnes ont été tuées dans un incendie, y compris un garçon de 17 ans, parce que les gardiens n'ont pas laissé les prisonniers sortir de leur cellule.

Un téléphone ayant été retrouvé en sa possession, Bheka a été transféré dans une cellule de détention pendant près d'un mois, sans ses vêtements, sans lit, sans toilettes ni douche.

L'ambassadeur d'Afrique du Sud au Qatar a rendu visite à Bheka et a demandé à ce qu'il soit déplacé dans la zone d'attente normale, où il est resté jusqu'à son expulsion en Afrique du Sud.

*\*Le nom des travailleurs a été modifié afin de protéger leur identité. Au titre du projet de loi du Qatar sur les médias, les déclarations (vraies ou fausses) portant préjudice à la réputation commerciale d'une personne ou d'une entreprise peuvent être considérées délictueuses.*

# QATAR EXPOSED

EXPLORE MIGRANT WORKER STORIES

[www.qatarexposed.org](http://www.qatarexposed.org)

## Notes

- i [http://www.gdnonline.com/Details/31460/Qatar-announces-launch-of-\\$825m-labour-city](http://www.gdnonline.com/Details/31460/Qatar-announces-launch-of-$825m-labour-city)
- ii <http://www.migrant-rights.org/2015/06/qatars-shura-council-resists-reforms-a-timeline-of-recommendations-and-unfulfilled-promises/>
- iii <http://www.thetimes.co.uk/tto/sport/football/international/article4454457.ece>
- iv [https://agenda.weforum.org/2015/07/which-are-the-richest-countries-in-the-world/?utm\\_content=buffere2bd8&utm\\_medium=social&utm\\_source=twitter.com&utm\\_campaign=buffer](https://agenda.weforum.org/2015/07/which-are-the-richest-countries-in-the-world/?utm_content=buffere2bd8&utm_medium=social&utm_source=twitter.com&utm_campaign=buffer)
- v <http://dohanews.co/report-qatars-construction-boom-masks-dependence-oil-gas/>
- vi <http://www.constructionweekonline.com/article-13802-qatar-could-rack-up-220bn-bill-to-host-world-cup/>
- vii <http://www.reuters.com/article/2015/06/24/us-qatar-construction-inflation-idUSKBN0P41ES20150624>
- viii <http://www.bloomberg.com/news/articles/2014-04-20/qatar-cuts-number-of-world-cup-soccer-stadiums-amid-rising-costs>
- ix <http://www.telegraph.co.uk/sport/football/world-cup/8749931/Qatar-World-Cup-in-2022-could-cost-138-billion-according-to-financial-analyst.html>
- x <https://www.bharatbook.com/manufacturing-construction-market-research-reports-195256/qatar-construction-industry-world-cup.html>
- xi <http://www.constructionweekonline.com/article-27212-work-to-start-on-five-world-cup-stadia-this-year/>
- xii <http://thepeninsulaqatar.com/news/qatar/340033/airport-city-to-accommodate-over-200-000>
- xiii <http://www.constructionweekonline.com/article-13802-qatar-could-rack-up-220bn-bill-to-host-world-cup/>
- xiv [http://www.arabianbusiness.com/italy-s-impregilo-leads-2bn-doha-metro-deal-win-502161.html#.VZ\\_jVUXk\\_sC](http://www.arabianbusiness.com/italy-s-impregilo-leads-2bn-doha-metro-deal-win-502161.html#.VZ_jVUXk_sC)
- xv <http://www.designbuild-network.com/projects/lusail-city/>
- xvi <http://dohanews.co/official-qatars-world-cup-stadiums-to-be-completed-by-2020/>
- xvii <http://www.bloomberg.com/news/articles/2014-04-20/qatar-cuts-number-of-world-cup-soccer-stadiums-amid-rising-costs>
- xviii <http://www.bloomberg.com/news/articles/2014-04-20/qatar-cuts-number-of-world-cup-soccer-stadiums-amid-rising-costs>
- xix <http://www.constructionweekonline.com/article-27212-work-to-start-on-five-world-cup-stadia-this-year/>
- xx <http://www.constructionweekonline.com/article-13802-qatar-could-rack-up-220bn-bill-to-host-world-cup/>
- xxi [http://www.first-qatar.com/data/site1/pdf/hospitality\\_market\\_overview\\_Qatar.pdf](http://www.first-qatar.com/data/site1/pdf/hospitality_market_overview_Qatar.pdf)
- xxii <http://www.arabianbusiness.com/qatar-says-world-cup-2022-will-attract-1m-visitors-529332.html>
- xxiii <http://www.bloomberg.com/news/articles/2010-12-06/south-africa-says-309-000-tourists-came-to-country-for-soccer-world-cup>
- xxiv [http://www.first-qatar.com/data/site1/pdf/hospitality\\_market\\_overview\\_Qatar.pdf](http://www.first-qatar.com/data/site1/pdf/hospitality_market_overview_Qatar.pdf)
- xxv [http://www.first-qatar.com/data/site1/pdf/hospitality\\_market\\_overview\\_Qatar.pdf](http://www.first-qatar.com/data/site1/pdf/hospitality_market_overview_Qatar.pdf)
- xxvi <http://www.reuters.com/article/2015/10/13/hochtief-ma-qatar-idUSF9N12200H20151013>
- xxvii [http://www.porrgroup.com/index.php?id=15&tx\\_ttnews\[tt\\_news\]=3229&cHash=fba7edc9500d0e4dd4b0fa34f5cde20&L=1](http://www.porrgroup.com/index.php?id=15&tx_ttnews[tt_news]=3229&cHash=fba7edc9500d0e4dd4b0fa34f5cde20&L=1)
- xxviii <http://www.ashghal.gov.qa/en/MediaHub/News/Pages/Ashghal-Signs-Seven-Construction-Contracts-exceeding-QR-10-billion.aspx#.VBb8ZldvYxn>,
- xxix <http://www.albawaba.com/business/pr/msheireb-properties-brookfield-multiplex-medgulf-449497>
- xxx <http://www.npp.com.qa/Awarded%20Contracts.html; http://www.ashghal.gov.qa/en/mediahub/news/pages/ashghal-awards-contracts-worth-qr-7-2-billion-for-developing-expressway-projects.aspx#.UuFSmvvTm71>
- xxxi [http://fr.reuters.com/article/idUKLG36190520091116; http://www.ashghal.gov.qa/en/MediaHub/News/Pages/Ashghal-Signs-11-New-Contracts-for-Infrastructure-projects-and-IDRIS-projects.aspx#.VV-LetJ\\_NHw](http://fr.reuters.com/article/idUKLG36190520091116; http://www.ashghal.gov.qa/en/MediaHub/News/Pages/Ashghal-Signs-11-New-Contracts-for-Infrastructure-projects-and-IDRIS-projects.aspx#.VV-LetJ_NHw)
- xxxii [http://www.vinci-construction-projects.com/projets.nsf/en/contracts.htm?openagent&vinci\\_wins\\_the\\_design-build\\_contract\\_for\\_the\\_southern\\_red\\_line\\_of\\_the\\_doha\\_metro\\_in\\_qatar; https://www.vinci.com/vinci.nsf/en/press-releases/pages/20140623-1745.htm; http://www.ashghal.gov.qa/en/MediaHub/News/Pages/Ashghal-Signs-Three-Design-and-Construction-Contracts-for-Expressways-Projects-exceeding-QR-12-6-billion.aspx#.UzB32c5mPOd](http://www.vinci-construction-projects.com/projets.nsf/en/contracts.htm?openagent&vinci_wins_the_design-build_contract_for_the_southern_red_line_of_the_doha_metro_in_qatar; https://www.vinci.com/vinci.nsf/en/press-releases/pages/20140623-1745.htm; http://www.ashghal.gov.qa/en/MediaHub/News/Pages/Ashghal-Signs-Three-Design-and-Construction-Contracts-for-Expressways-Projects-exceeding-QR-12-6-billion.aspx#.UzB32c5mPOd)
- xxxiii [http://content-mcdn.feed.gr/pegasus/Multimedia/pdf/Ellaktor\\_Group\\_Presentation\\_December\\_2014\\_30\\_09\\_all\\_id5848744.pdf](http://content-mcdn.feed.gr/pegasus/Multimedia/pdf/Ellaktor_Group_Presentation_December_2014_30_09_all_id5848744.pdf)
- xxxiv <http://www.ashghal.gov.qa/en/MediaHub/News/Pages/Signing-New-Design-and-Construction-Contracts-for-Infrastructure-Projects.aspx#.VICkuWfP2fY; http://cms.meedprojects.com/docs/default-source/Sample-Projects/ConstructionQatar.pdf; http://www.constructionweekonline.com/article-29309-qf-appoints-midmaccce-to-finish-sidra-project/>
- xxxv <http://www.ashghal.gov.qa/en/MediaHub/News/Pages/East-West-Corridor-Expressway-Project.aspx#.VBItlFdvYxl; http://www.ashghal.gov.qa/en/MediaHub/News/Pages/Ashghal-Signs-Seven-Construction-Contracts-exceeding-QR-10-billion.aspx#.Utv1jfvTm70>
- xxxvi <http://www.ashghal.gov.qa/en/MediaHub/News/Pages/Ashghal-Signs-Three-Design-and-Construction-Contracts-for-Expressways-Projects-exceeding-QR-12-6-billion.aspx#.VBIm21dvYxm; http://www.larsentoubro.com/media/28289/ltconstructionwinsrs4510crdohametroproject.pdf; http://www.larsentoubro.com/media/30287/press-release-lt-construction-wins-orders-worth-2458-crore-28may2014.pdf>
- xxxvii <http://www.salini-impregilo.com/en/projects/in-progress/railways-undergrounds/red-line-north-underground-doha-metro-system.html; http://www.salini-impregilo.com/en/press/press-releases/salini-impregilo-wins-the-contract-for-the-realization-of-the-residential-area-of-shamal-in-qatar-for-a-value-of-300-million.html>
- xxxviii <http://www.obayashi.co.jp/english/news/others/2013053057.html>
- xxxix <http://www.thestar.com.my/Business/Business-News/2015/03/10/WCTled-joint-venture-wins-RM1dot2bil-contract-in-Qatar/?style=biz>
- xl <http://www.gulf-times.com/qatar/178/details/391046/hbk-wins-enabling-works-deal-for-al-wakrah-stadium http://www.obayashi.co.jp/english/news/others/2013053057.html>
- xli <http://english.yonhapnews.co.kr/business/2014/05/16/68/0501000000AEN20140516003600320F.html>



- xlii [http://www.fcc.es/fccweb/actualidad/CSCP088630\\_EN.html?iddc=CSCP088630\\_EN](http://www.fcc.es/fccweb/actualidad/CSCP088630_EN.html?iddc=CSCP088630_EN); <http://www.ashghal.gov.qa/en/MediaHub/News/Pages/Signing-New-Design-and-Construction-Contracts-for-Infrastructure-Projects.aspx#.VaATQI9Vjx1>
- xliii [http://www.hochtief.com/hochtief\\_en/200.jhtml?pid=9716](http://www.hochtief.com/hochtief_en/200.jhtml?pid=9716); <http://www.hlgroupp.com/en/project/projects/north-gate-mall-and-office-buildings-phase-1.html>; <http://www.hlgroupp.com/en/project/projects/north-gate-mall-and-office-buildings-phase-1.html>; [http://www.leighton.com.au/\\_\\_\\_data/assets/pdf\\_file/0006/30669/1412113\\_ASX.pdf](http://www.leighton.com.au/___data/assets/pdf_file/0006/30669/1412113_ASX.pdf)
- xliv <http://www.ohl.es/en/press-room/news/2013/may-2013/130530-ohl-enters-qatar-metro-with-a-11-billion-euro-contract/>
- xlvi <http://www.ym.com.tr/icerik/40/388/ym-and-stfa-won-the-tender.aspx>
- xlvi <http://meconstructionnews.com/story/1972/arabtec-wins-631mn-msheireb-downtown-doha-contract>
- xlvii <http://www.carillionplc.com/media-centre/news.aspx?id=876>
- xlviii <http://workerscapital.org/priorities/shareholder-activism/campaigns/qatar>
- xlix <http://www.thinkadvisor.com/2014/06/19/qatar-faces-world-cup-risks-on-multiple-fronts-inv?page=2>
- I <http://www.vinci.com/vinci.nsf/fr/page/finances-bourse-actionnariat.htm>
- li <http://en.ellaktor.gr/article.asp?catid=22022>
- lii Par «autres investisseurs» on entend divers types d'investisseurs institutionnels (gestionnaires d'actifs, propriétaires d'actifs) et de petits investisseurs
- liii <http://www.jp-avax.gr/jp/updocuments/J&P-AVAX%202014%20results%20analyst%20briefing-%20English.pdf>
- liv <http://www.porr-group.com/index.php?id=83&L=1>
- lv <http://www.cimic.com.au/who-we-are/corporate-structure>
- lvi [http://www.hochtief.com/hochtief\\_en/782.jhtml](http://www.hochtief.com/hochtief_en/782.jhtml)
- lvii <http://www.cnmv.es/Portal/Consultas/DerechosVoto/ParticipesSociedad.aspx?qS={bc17707d-e018-46e8-a13a-95a247aba7d8}>
- lviii <http://www.cnmv.es/Portal/Consultas/DerechosVoto/ParticipesSociedad.aspx?qS={bc17707d-e018-46e8-a13a-95a247aba7d8}>
- lvix <http://www.cnmv.es/Portal/Consultas/DerechosVoto/ParticipesSociedad.aspx?qS={514c2497-177e-4d18-9ddc-990132fd7867}>
- lx <http://www.cnmv.es/Portal/Consultas/DerechosVoto/ParticipesSociedad.aspx?qS={e8e13339-ee37-4130-94cc-1d8b1eb01fc3}>
- lxi <http://quotes.wsj.com/BAM/company-people>
- lxii <http://en.ccccltd.cn/investorrelations/BasicInformation/>
- lxiii <http://economictimes.indiatimes.com/larsen-&-toubro-ltd/shareholding/companyid-13447.cms>
- lxiv <http://www.salini-impregilo.com/en/investor-relations/shareholders-and-share-capital/>
- lxv <http://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-32775563>
- lxvi <http://www.washingtonpost.com/blogs/early-lead/wp/2015/05/05/journalists-arrested-and-detained-in-qatar-while-filming-documentary-critical-of-fifa-world-cup/>
- lxvii <http://dohanews.co/ministry-qatars-population-increased-by-40-percent-since-2010/>
- lxviii <http://www.bqdooha.com/2013/12/population-qatar>
- lxix <http://www.nhsq.info/app/media/1479>
- lxx <http://worldpopulationreview.com/countries/qatar-population/>
- lxxi <http://dohanews.co/ministry-qatars-population-increased-by-40-percent-since-2010/>
- lxxii <http://www.europarl.europa.eu/news/en/news-room/content/20131115IPR24731/html/Human-rights-Bangladesh-elections-migrant-workers-in-Qatar-justice-in-Bolivia>
- lxxiii <http://www.constructionweekonline.com/article-34526-qatar-200000-pakistani-workers-for-fifa-2022/>
- lxxiv <http://www.theguardian.com/global-development/2014/apr/25/un-qatar-abolish-kafala-migrant-worker-system>
- lxxv <http://dohanews.co/how-qatars-world-cup-organizers-are-taking-on-worker-abuse/>
- lxxvi <http://www.alaraby.co.uk/english/news/2015/10/6/qatars-no-go-housing-zones-further-isolate-migrant-workers>
- lxxvii <http://www.alaraby.co.uk/english/news/2015/10/6/qatars-no-go-housing-zones-further-isolate-migrant-workers#sthash.jG0zeymH.dpuf>
- lxxviii <http://dohanews.co/report-at-least-185-nepalis-in-qatar-died-in-2013/>
- lxxix *Rapport du Qatar sur la santé* (2013). Publié par le Conseil suprême du Qatar pour la santé (avril 2015) – version pdf disponible sur: <http://www.sch.gov.qa/home-en>
- lxxx <http://www.sch.gov.qa/home-en>
- lxxxi [http://www.nytimes.com/2015/07/16/business/international/senate-fifa-inquiry-to-include-plight-of-construction-workers-in-qatar.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2015/07/16/business/international/senate-fifa-inquiry-to-include-plight-of-construction-workers-in-qatar.html?_r=0)
- lxxxii <http://www.nhsq.info/app/media/1479>
- lxxxiii [www.mumbaimirror.com/mumbai/others/Chembur-man-mysteriously-dies-at-Doha-airport/articleshow/26755717.cms](http://www.mumbaimirror.com/mumbai/others/Chembur-man-mysteriously-dies-at-Doha-airport/articleshow/26755717.cms)
- lxxxiv <https://www.moveoneinc.com/blog/immigration/enqatar-immigration-bulletin-mandatory-medical-checks-visa-applicants-asia-africa/comment-page-1/>
- lxxxv <http://blogs.channel4.com/factcheck/factcheck-migrant-workers-dying-qatar/20977>
- lxxxvi <http://www.climate-news-network.net/heat-has-deadly-impact-on-nepals-gulf-workers/>
- lxxxvii <http://dohanews.co/official-qatar-sees-record-number-of-nepalese-deaths/>
- lxxxviii <http://www.ekantipur.com/2013/08/16/top-story/726-migrant-workers-died-in-a-year/376504.html>
- lxxxix <http://thepeninsulaqatar.com/news/qatar/348149/11-workers-injured-in-industrial-area-road-accident>
- xc <http://www.gulf-times.com/qatar/178/details/351636/pedestrian-deaths-on-the-rise-in-qatar>
- xc <http://www.thepeninsulaqatar.com/news/qatar/353223/indian-embassy-receives-3-117-labour-complaints>





**Éditrice - responsable:**  
Sharan Burrow, secrétaire générale

CSI  
5 Bd du Roi Albert II, Bte 1, 1210 Bruxelles, Belgique  
Tél : +32 2 224 0211 Fax : +32 2 201 5815  
Courriel: [press@ituc-csi.org](mailto:press@ituc-csi.org) Web: [www.ituc-csi.org](http://www.ituc-csi.org) g